



Commune de  
**Bourg-en-Lavaux**

**MUNICIPALITE**

Rte de Lausanne 2  
Case Postale 112  
1096 Cully

T 021 821 04 14  
F 021 821 04 00  
greffe@b-e-l.ch  
www.b-e-l.ch

AU CONSEIL COMMUNAL DE BOURG-EN-LAVAUX

**PREAVIS N° 11/2022**

**Révision du règlement du Conseil communal  
du 7 septembre 2016**

Dates proposée pour la séance

Commission ad hoc : à convenir



**LAVAUX**  
VIGNOBLE  
EN TERRASSES



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Lavaux, vignoble en terrasses  
inscrit sur la Liste  
du patrimoine mondial  
en 2007

Monsieur le Président,  
Mesdames les Conseillères communales, Messieurs les Conseillers communaux,

## **1. Objectifs de la révision**

Le bureau du Conseil communal a entrepris ces derniers mois la révision du règlement du Conseil communal qui date du 7 septembre 2016, avec les objectifs suivants :

- Proposer un règlement plus en adéquation avec le fonctionnement du Conseil communal.
- Faciliter la compréhension du travail des membres du Conseil, des différentes commissions et du bureau.
- Préciser le cadre de travail des commissions de surveillance, optimiser et mieux valoriser leur travail.
- Offrir une version du règlement viable à long terme.

## **2. Etapes de la révision**

Dans un premier temps, une relecture et adaptation du document sur la base du règlement-type ont été entreprises, avec l'ajout d'un registre des intérêts, ainsi que la création d'une annexe avec des précisions utiles en lien avec la répartition des compétences et le traitement des objets. Ce travail a donné lieu à un premier préavis (07/2022) présenté lors de la séance du Conseil communal du 9 mai 2022. A cette occasion, il est apparu nécessaire de repousser ce préavis à l'automne, afin de permettre notamment le traitement de l'intégralité des articles du document par la commission ad hoc, en plus de ceux modifiés par le bureau, et un travail plus conséquent sur les articles en lien avec le fonctionnement des commissions des finances et de gestion. Ce délai supplémentaire a également offert la possibilité d'une consultation plus large dans les différents groupes.

Une phase de consultation a eu lieu durant l'été, aboutissant à une séance de concertation le 15 août 2022 en présence des représentants des diverses commissions, de la Municipalité, du bureau et des chefs de groupes. Le présent préavis est le fruit des modifications retenues par le bureau nouvellement constitué pour l'année 2022-2023, en tenant compte de la plupart des réflexions passées, et en intégrant certaines nouvelles propositions.

La Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC) a été consultée durant les différentes étapes du processus. La version finalisée lui sera soumise pour approbation.

## **3. Principales modifications**

En résumé, les principales modifications concernent les aspects suivants :

- Fonctionnement du bureau et des commissions (ad hoc et de surveillance).
- Précisions concernant les délais et le traitement des objets et initiatives.
- Registre des intérêts.

#### **4. Documents accompagnant le préavis**

Le projet de révision du règlement est remis en annexe, accompagné d'un tableau comparatif des règlements (actuel et nouveau), ainsi que d'un rapport explicatif qui apporte des précisions supplémentaires sur les étapes de la révision et les principales modifications proposées.

#### **Conclusions**

Au vu de ce qui précède, nous vous proposons, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères communales et Messieurs les Conseillers communaux, de prendre les décisions suivantes :

#### **le Conseil communal de Bourg-en-Lavaux**

vu le préavis N° 11/2022 de la Municipalité du 29 août 2022 ;  
ouï le rapport de la Commission ad hoc chargée de son étude ;  
considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

#### **décide :**

- 1. d'adopter, tel que présenté, le projet de règlement pour le Conseil communal ;**
- 2. de fixer l'entrée en vigueur du nouveau règlement dès son approbation par la Cheffe du Département des institutions, du territoire et du sport le délai référendaire et de requête à la Cour constitutionnelle échu.**

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le vice-syndic

La secrétaire

Jean Christophe Schwaab

Sandra Valenti

Préavis adopté par la Municipalité dans sa séance du 29 août 2022

Annexes ment.

Délégué de la Municipalité : Monsieur Jean Christophe Schwaab

## TABLE DES MATIERES

<b>TITRE PREMIER - DU CONSEIL ET DE SES ORGANES</b>	<b>3</b>
CHAPITRE PREMIER : Formation du conseil (art. 1 à 10)	3
CHAPITRE II : Organisation du conseil (art. 11 à 16)	4
CHAPITRE III : Attributions et compétences (art. 17 à 36)	5
Section I Du conseil (art. 17 à 19a)	5
Section II Du bureau du conseil (art. 20 à 23)	7
Section III Du président du conseil (art. 24 à 31)	8
Section IV Des scrutateurs (art. 32)	9
Section V Du secrétaire (art. 33 à 36)	9
CHAPITRE IV : Des commissions (art. 37 à 49)	10
<b>TITRE II - TRAVAUX GENERAUX DU CONSEIL</b>	<b>14</b>
CHAPITRE PREMIER : Des assemblées du conseil (art. 50 à 58)	14
CHAPITRE II : Des droits des conseillers et de la municipalité (art. 59 à 64)	17
CHAPITRE III : De la pétition (art. 65 à 68)	19
CHAPITRE IV : De la discussion (art. 69 à 77)	19
CHAPITRE V : De la votation (art. 78 à 84)	21
CHAPITRE VI : Des groupes politiques (art. 85)	23
<b>TITRE III - BUDGETS, GESTION ET COMPTES</b>	<b>23</b>
CHAPITRE PREMIER : Budget et crédits d'investissement (art. 86 à 94)	23
CHAPITRE II : Examen de la gestion et des comptes (art. 95 à 102)	24
<b>TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>25</b>
CHAPITRE PREMIER : De l'initiative populaire (art. 103)	26
CHAPITRE II : Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa, de l'expédition des documents (art. 104 à 106)	26
CHAPITRE III : De la publicité (art. 107 à 108)	26
CHAPITRE IV : Dispositions finales (art. 109)	26
<b>ANNEXES :</b>	
• Définitions et traitement des objets	28
• Schéma de traitement des objets	29
Abréviations - Répartition des compétences	31



# COMMUNE DE BOURG-EN-LAVAUX

## REGLEMENT POUR LE CONSEIL COMMUNAL

### TITRE PREMIER

#### Du conseil et de ses organes

#### CHAPITRE PREMIER

#### Formation du conseil

<p><b>Article premier.-</b> Le nombre des membres est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du recensement annuel.</p> <p>Le conseil communal peut modifier le nombre de ses membres au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales<sup>1</sup>.</p>	<p>Nombre des membres (art. 17 LC)</p>
<p><b>Art 1a.-</b> Toute désignation de personne, de statuts, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>	<p>Terminologie (art. 3b LC)</p>
<p><b>Art. 2.-</b> Le corps électoral est convoqué tous les cinq ans, au printemps, pour procéder à l'élection des membres du conseil. Cette élection a lieu conformément à la LEDP selon le système proportionnel.</p>	<p>Election (art. 144 Cst-VD et 102 et 103 LEDP)</p>
<p><b>Art. 3.-</b> Les membres du conseil doivent être des membres du corps électoral en matière communale au sens de l'article 3 al. 2 LEDP. S'ils perdent la qualité d'électeurs dans la commune, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeurs.</p>	<p>Qualité d'électeurs (art. 3 al. 2 LEDP et 97 LC)</p>
<p><b>Art. 4.-</b> Le conseil est installé par le préfet, conformément à la LC.</p>	<p>Installation (art. 83 ss LC)</p>
<p><b>Art. 5.-</b> Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil prêtent le serment suivant :</p> <p>« Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays. Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de</p>	<p>Serment (art. 9 LC)</p>

<sup>1</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.

contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer. »

**Art. 6.-** Avant de procéder à l'installation, le préfet constate la démission des conseillers communaux élus à la municipalité ainsi que leur remplacement par des suppléants. (art. 143 Cst-VD)

**Art. 7.-** Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau. Organisation (art. 89, 23 et 10 à 12 LC)

**Art. 8.-** L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1<sup>er</sup> juillet. Entrée en fonction (art. 92 LC)

**Art. 9.-** Les membres absents du conseil et de la municipalité, de même que ceux élus après une élection complémentaire, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques. Serment des absents (art. 90 LC)

En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.

Le conseiller municipal ou le conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le président est réputé démissionnaire.

**Art. 10.-** Il est pourvu aux vacances conformément à la LEDP. Vacances (art. 1<sup>er</sup> LC, 82 et 108 LEDP)

## CHAPITRE II

### Organisation du conseil

**Art. 11.-** Le conseil nomme chaque année<sup>2</sup> dans son sein : Bureau (art. 10 et 23 LC)

- a) un président ;
- b) deux vice-présidents ;
- c) deux scrutateurs et deux suppléants.

Le mandat du président ne peut excéder deux ans par législature.

Le conseil nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.

---

<sup>2</sup> Par « chaque année », il faut entendre la période allant du 1er juillet au 30 juin. Il faut procéder aux nominations pour le 1er juillet de chaque année. Les membres du bureau sont rééligibles, à moins que le règlement ne restreigne la possibilité de réélection.

**Art. 12.-** Le président, les vice-présidents et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret ; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.

Nomination  
(art. 11  
et 23 LC)

Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.

**Art. 13.-** Les conseillers communaux élus à la municipalité sont réputés démissionnaires.

Incompatibilités  
(art. 143 Cst-  
VD, 28 LC)

Les employés supérieurs de l'administration communale ne peuvent pas siéger au conseil communal.

Une place distincte est réservée à la municipalité dans la salle du conseil.

**Art. 14.-** Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 11.

(art. 12  
et 23 LC)

Ne peuvent être simultanément président et secrétaire du conseil les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et sœurs.

**Art. 15.-** Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil.

Archives

**Art. 16.-** Le conseil est servi par les huissiers de la municipalité.

Huissiers

## CHAPITRE III

### Attributions et compétences

#### Section I Du conseil

**Art. 17.-** Le conseil délibère sur :

Attributions  
(art. 146 Cst-  
VD et 4 LC)

1. le contrôle de la gestion;
2. le projet de budget et les comptes;
3. les propositions de dépenses extrabudgétaires;
4. le projet d'arrêté d'imposition;
5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la



municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite;

6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3a de la loi sur les communes (LC) ;
7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt ;
8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité) ;
9. le règlement du personnel communal et la base de sa rémunération.
10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la LC ;
11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie ;
12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments communaux ;
13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité ;
14. la fixation des indemnités des membres du conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du conseil et, cas échéant, de l'huissier, sur proposition du bureau et sur proposition de la municipalité, la fixation des indemnités du syndic et des membres de la municipalité (art. 29 LC) ;
15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.

Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature<sup>3</sup> et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. Ces décisions sont sujettes au référendum. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

---

<sup>3</sup> C'est la solution préconisée par la LC, car elle permet de rediscuter tous les 5 ans ces délégations.

**Art. 18.-** Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales<sup>4</sup>.

Nombre des membres de la municipalité (art. 47 LC)

**Art. 19.-** Lorsque le conseil, la municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.

Sanction (art. 100 LC)

S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.

**Art. 19a.** Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur<sup>5</sup>.

Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages (art. 100a LC)

## Section II Du bureau du conseil

**Art. 20.-** Le bureau du conseil est composé du président, des deux vice-présidents, des deux scrutateurs et des deux scrutateurs suppléants.

Composition du bureau (art. 10 LC)

**Art. 21.-** Les membres du bureau ne peuvent pas siéger dans des commissions ad hoc ou de surveillance.

**Art. 22.-** Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire du président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.

Il tient chaque année un registre de l'emplacement des différentes archives.

Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.

**Art. 23.-** Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.

---

<sup>4</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.

<sup>5</sup> Cette disposition prévoit un régime d'exception pour les libéralités ou avantages usuels de faible valeur, ce par quoi il faut entendre par exemple les cadeaux de fins d'année, les repas offerts à l'occasion d'invitations, etc. La notion de faible valeur peut être rapprochée de la notion d'élément patrimonial de faible valeur prévue par l'article 172ter du code pénal dont la limite a été fixée à Fr. 300.-.

### Section III Du président du conseil

**Art. 24.-** Le président a la garde du sceau du conseil.

**Art. 25.-** Le président convoque le conseil par écrit<sup>6</sup>. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité (président et syndic).

Convocation  
(art. 24  
et 25 LC)

Le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.

Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

**Art. 26.-** Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.

**Art. 27.-** Le président accorde la parole. En cas de refus, elle peut être demandée à l'assemblée.

**Art. 28.-** Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des deux vice-présidents.

**Art. 29.-** Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées par l'article 35b LC.

**Art. 30.-** Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la municipalité.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

**Art. 31.-** En cas d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président, celui-ci par le second et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

---

<sup>6</sup> La convocation doit se faire par écrit. Toutefois, en cas d'accord du conseiller, les annexes à la convocation peuvent être envoyées par courriel.

## Section IV Des scrutateurs

**Art. 32.-** Les scrutateurs sont chargés du dépouillement des scrutins. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

## Section V Du secrétaire

**Art. 33.-** Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau ; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au conseil.

**Art. 34.-** Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 25 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et en donne lecture si demandé. Il fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il expédie à tous les membres du conseil les pièces relatives aux affaires dont ils doivent s'occuper, ainsi que la composition des commissions. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.

**Art. 35.-** A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau du président le règlement du conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.

**Art. 36.-** Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont<sup>7</sup> :

- a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil ;
- b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil ;
- c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire ;
- d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

---

<sup>7</sup> Par registre, on entend tant les documents papiers que numériques.

## CHAPITRE IV

### Des commissions

**Art. 37.-** Toute commission est composée de cinq membres au moins.

Composition  
et attributions  
(art. 35 LC)

Il est tenu compte d'une représentation équitable des divers groupes politiques du conseil, conformément à l'art. 85 ci-après.

Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions présentées par la municipalité au conseil ; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. La municipalité peut d'elle-même ou sur demande d'une commission se faire représenter dans la commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres, ou par un collaborateur.

Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission, ni assister à ses séances.

**Art. 38.-** Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion de l'année écoulée.

Commission de  
gestion  
(art. 93c LC  
et 34 RCom)

La commission de gestion est composée d'au minimum sept membres. Le nombre de sièges est déterminé au début de la législature de manière, d'une part, à ce que chaque groupe au sens de l'art. 85 puisse y être représenté s'il en fait la demande et, d'autre part, à ce que leur force respective soit respectée. Ils sont élus pour la durée de la législature.

Les membres de la commission des finances et les collaborateurs de la commune de Bourg-en-Lavaux ne peuvent pas être membres de cette commission.

La commission de gestion s'organise librement. Elle désigne son président.

Le président ou un membre de la commission des finances peut, sur demande de la commission de gestion, participer aux discussions de cette dernière ; il ne prend toutefois pas part aux décisions.

Les commissions de surveillance peuvent collaborer dans le cadre de leurs travaux et se réunissent au moins une fois par année.

La commission de gestion rapporte au conseil sur la gestion de la commune par la municipalité. Elle a notamment pour mission de procéder à :

- a) l'examen de l'exécution des décisions prises par le conseil et la municipalité au cours de l'année sous contrôle ;
- b) l'inspection des domaines publics, des bâtiments de la commune et des différents services de l'administration ;
- c) l'examen de la suite donnée aux observations et aux vœux du Conseil lors du contrôle de gestion précédent ;
- d) la prise de connaissance du rapport de gestion des ententes intercommunales, associations de communes, sociétés commerciales,

associations et fondations auxquelles la commune est intéressée. La commission de gestion peut renseigner le conseil sur des points particuliers découlant de ces rapports.

**Art. 39.-** Le conseil élit une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt, le projet d'arrêté d'imposition, le plafond d'endettement et son éventuelle modification en cours de législature.

Commission  
des finances

La commission des finances est composée d'au minimum cinq membres. Le nombre de sièges est déterminé au début de la législature de manière, d'une part, à ce que chaque groupe au sens de l'art. 85 puisse y être représenté s'il en fait la demande et, d'autre part, à ce que leur force respective soit respectée. Ses membres sont désignés pour la durée de la législature. Les membres de la commission de gestion et les collaborateurs de la commune de Bourg-en-Lavaux ne peuvent pas être membres de cette commission.

La commission des finances s'organise librement. Elle désigne son président.

Le président ou un membre de la commission de gestion peut, sur demande de la commission des finances, participer aux discussions de cette dernière ; il ne prend toutefois pas part aux décisions.

Les commissions de surveillance peuvent collaborer dans le cadre de leurs travaux et se réunissent au moins une fois par année.

La commission des finances est tenue régulièrement informée par la municipalité de l'état des finances et de la trésorerie, ainsi que sur l'évolution du plan d'investissement.

Elle rapporte notamment au conseil sur :

- a) les projets suivants :
  - i. le budget ;
  - ii. les crédits supplémentaires;
  - iii. le plan annuel des dépenses d'investissements ;
  - iv. l'arrêté communal d'imposition ;
  - v. les taxes d'affectation spéciales ;
  - vi. le plafond d'endettement et le plafond de cautionnement.
- b) les comptes, selon les prescriptions des art. 95 et suivants.

La commission des finances a notamment pour missions :

- a) d'analyser les écarts entre le budget et les comptes et contrôler notamment :
  - i. la justification de ceux-ci ;
  - ii. l'existence d'une couverture des dépenses extrabudgétaires par des crédits spéciaux, par des excédents d'exploitation des comptes budgétaires ou par l'emprunt ;
- b) d'établir un rapport sur les analyses et les contrôles effectués, lequel comprendra le cas échéant des propositions au conseil, et, s'il y a lieu,

donner décharge à la municipalité ;

- c) de prendre connaissance des comptes des ententes intercommunales, associations de communes, sociétés commerciales, associations et fondations auxquelles la commune est intéressée ; la commission des finances peut renseigner le conseil sur des points particuliers découlant de ces comptes.

La commission des finances donne à la commission chargée de l'étude d'une proposition municipale son préavis financier sur :

- a) tout préavis de la municipalité comprenant une acquisition ou aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, sous réserve de l'autorisation générale accordée par le conseil à la municipalité selon l'article 17 chiffre 5 ;
- b) tout autre préavis de la municipalité entraînant une dépense supérieure à CHF 150'000 ;
- c) pour les dépenses inférieures à CHF 150'000, la commission des finances peut, si elle le juge opportun, donner un préavis financier ;
- d) la commission des finances informe le conseil des raisons d'un préavis financier négatif.

**Art. 40-** Le droit d'investigation de la commission de gestion et de la commission des finances est illimité dans le cadre de leur mandat. Demeure toutefois exclu l'accès à tout document dont un intérêt public ou privé particulièrement prépondérant (p. ex. droit de la personnalité d'un employé communal) justifie à ce qu'il soit tenu secret.

Droit à  
l'information

Sous réserve des restrictions prévues au premier alinéa, constituent notamment des documents ou renseignements nécessaires à l'exercice des mandats des commissions de surveillance :

- a) les comptes communaux établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC;
- b) le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;
- c) toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé;
- d) toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;
- e) les extraits de procès-verbaux et décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;
- f) tous les renseignements portant sur l'exercice en cours pour la commission des finances ou l'exercice écoulé pour les commissions de gestion et des finances;
- g) l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité ;
- h) La municipalité est tenue de remettre sans délai tous les documents et renseignements nécessaires à la commission de surveillance qui en fait la demande. En cas de divergence quant à l'étendue du droit à l'information des commissions de surveillance, le préfet est saisi conformément à l'art. 40c al. 3 LC.

Il incombe aux membres de la commission de gestion et de la commission des finances de respecter strictement la confidentialité des documents et

informations auxquels ils ont eu accès dans l'exercice de leur mandat, y compris à l'égard des autres membres du conseil communal.

La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.

(art. 93f LC)

**Art. 41.-** Les autres commissions du conseil sont :

Autres  
commissions

a) les commissions ad hoc, soit :

- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil et les pétitions, ou de préavis sur leur prise en considération et ;
- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité.

b) les commissions thématiques, nommées en principe pour la durée de la législature.

**Art. 42.-** Sous réserve de la nomination de la commission de gestion et de la commission des finances, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau, qui en nomme aussi le premier membre.

Nomination et  
fonction-  
nement des  
commissions

Le membre ne pouvant être présent lors de la séance constitutive de la commission ad hoc se fera remplacer par un membre de son groupe et en informe le bureau.

Les commissions s'organisent elles-mêmes. Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.

Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.

Lorsqu'un siège dans une commission devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel appartenait le conseiller à remplacer.

Lorsqu'un membre d'une commission démissionne de son parti ou quitte son groupe politique ou en est exclu, il est réputé démissionnaire de la commission dans laquelle il représentait ce parti ou ce groupe.

**Art. 43.-** La commission rapporte à une date subséquente. L'assemblée ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du conseil à la majorité des trois quarts des membres présents.

Rapport

**Art. 44.-** Les commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport sur le bureau du conseil au moins dix jours calendaires, cas d'urgence réservés<sup>8</sup>.

Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le président du conseil, lequel en informe ce dernier.

---

<sup>8</sup> Les envois par e-mail sont considérés comme « déposés par écrit ».



**Art. 45.-** Le premier membre d'une commission la convoque. Il est en principe rapporteur. Toutefois, les commissions peuvent se constituer elles-mêmes. La municipalité est informée de la date des séances de toute commission.

Constitution

En règle générale, le premier membre préside la commission.

**Art. 46.-** Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.

Quorum et vote

Les commissions délibèrent à huis clos.

Les décisions sont prises à la majorité simple. Le président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.

En règle générale, les commissions tiennent leurs séances dans les locaux communaux.

**Art. 47.-** Si une commission a des explications, des informations complémentaires ou une expertise à demander, elle s'adresse à la municipalité.

Droit à l'information des membres des commissions et secret de fonction

Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux articles 40c et 40h LC.

Les membres des commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40d et 40i LC.

**Art. 48.-** Chaque membre du conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.

Observations des membres du conseil

**Art. 49.-** Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du président du conseil. Les conclusions doivent toujours être écrites.

Rapport

Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

## TITRE II

### Travaux généraux du conseil

#### CHAPITRE PREMIER

##### Des assemblées du conseil

**Art. 50.-** Les dates des séances sont fixées par la municipalité au début de chaque année, d'entente avec le bureau du conseil. Le conseil s'assemble en général dans les locaux communaux. Il est convoqué par écrit par son président, à défaut par l'un de ses deux vice-présidents ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau. Cette convocation a lieu à la demande de la municipalité ou du cinquième des membres du conseil. Le président a le droit de

Convocation (art. 24 et 25 LC)

convoquer le conseil de sa propre initiative, sous avis à la municipalité.

La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins cinq jours à l'avance, cas d'urgence réservés. La convocation doit contenir l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

**Art. 51.-** Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué.

Absences et sanctions  
(art. 98 LC)

Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale.

Au début de la séance, il est procédé à un appel nominal.

Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

Les excuses sont présentées par lettre ou par courrier électronique.

**Art. 52.-** Le conseil peut délibérer pour autant que les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres.

Quorum  
(art. 26 LC)

**Art. 53.-** Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.

Publicité  
(art. 27 LC)

En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.

En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.

**Art. 54.-** Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.

Récusation  
(art. 40j LC)

Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restants du conseil. Dans ce cas, l'article 52 qui précède n'est pas applicable.

Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.

**Art. 55.-** Le bureau tient un registre des intérêts.

Registre des intérêts

En prenant ses fonctions au sein du conseil, chaque membre présente au bureau :

- ses activités professionnelles lucratives ou non lucratives ;
- les fonctions qu'il assume au sein d'organes d'administration, de direction, et

de surveillance de fondations, de sociétés, d'associations ou d'établissements, de droit privé ou de droit public ;

- les fonctions qu'il assume au sein de commissions ou d'autres organes de la confédération, du canton ou de la commune ;
- les fonctions politiques importantes qu'il exerce.

Les intérêts en lien avec un objet discuté en commission ou lors d'une séance de conseil doivent également être déclarés oralement.

Le bureau s'assure de la mise à jour annuelle de la déclaration d'intérêts de chaque conseiller.

Le registre des intérêts est public.

**Art. 56.-** S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 52 est atteint, le président déclare la séance ouverte.

Appel

Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.

**Art. 57.-** Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau et signé par le président et le secrétaire, est déposé sur le bureau à la disposition des membres du conseil. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide.

Procès-verbal

Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.

**Art. 58.-** Après ces opérations préliminaires, le conseil adopte l'ordre du jour qui prévoit notamment les points suivants :

Opérations

1. Adoption du procès-verbal de la dernière séance ;
2. Communications du bureau, ainsi que la lecture des pétitions parvenues au président depuis la séance précédente ;
3. Dépôt d'initiatives, motions et postulats ;
4. Autres objets portés à l'ordre du jour ;
5. Développement des initiatives, motions, postulats et interpellations ;
6. Rapports des représentants des associations intercommunales ;
7. Communications de la municipalité.

L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, à la demande de la municipalité ou d'un conseiller.

Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.

## CHAPITRE II

### Des droits des conseillers et de la municipalité

**Art. 59.-** Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.

Droit  
d'initiative  
(art. 30 LC)

**Art. 60.-** Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :

Postulat,  
motion, projet  
rédigé  
(art. 31 LC)

- a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport<sup>9</sup> ;
- b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé, ou un projet de décision de compétence du conseil communal<sup>10</sup> ;
- c) en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil communal.

Les définitions plus complètes des objets et la liste des compétences du conseil communal et de la municipalité se trouvent en annexe.

**Art. 61.-** Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président dix jours calendaires avant le conseil.

(art. 32 LC)

Le bureau du conseil examine si la proposition est recevable. Si elle est recevable et que l'auteur maintient sa proposition, le conseil statue.

La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

En cas d'urgence, une proposition peut être portée à l'ordre du jour lors du dépôt d'initiatives, motions et postulats.

**Art. 62.-** Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.

(art. 33 LC)

Il peut soit :

- a) renvoyer à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande<sup>11</sup> ;
- b) prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.

<sup>9</sup> Postulat : voir définition en annexe.

<sup>10</sup> Motion : voir définition en annexe.

<sup>11</sup> En principe, l'auteur de la proposition fera partie de la commission chargée de préavis sur la prise en considération ; le cas échéant, il fera également partie de la commission chargée de rapporter sur le préavis municipal traitant de la proposition.

L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.

Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de 12 mois. La municipalité doit présenter au conseil :

- a) un rapport contenant la réponse au postulat ;
  - b) un préavis en réponse à la motion, contenant l'étude ou le projet de décisions demandé par la motion, ou un contre-projet. En cas de refus du préavis, le conseil peut décider de classer la motion ou de demander une nouvelle réponse de la municipalité ;
- ou
- c) un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.

La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 62 du présent règlement.

Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.

En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés<sup>12</sup>.

**Art. 63.-** Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration.

Interpellation  
(art. 34 LC)

Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.

La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.

**Art. 64.-** Un membre du conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la municipalité.

Simple  
question ou  
vœu  
(art. 34a LC)

La municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 62 al. 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.

---

<sup>12</sup>Les communes sont libres de prévoir une autre procédure pour le traitement d'un contre-projet de la municipalité. La procédure proposée dans le cadre de ce règlement est similaire à celle pour le traitement d'un contre-projet à une initiative populaire.

## CHAPITRE III

### De la pétition

**Art. 65.-** Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.

Pétitions (art.  
34b LC)

Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.

Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.

Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'art. 65, alinéa 3, du présent règlement.

Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.

**Art. 66.-** La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant après avoir sollicité l'avis de la municipalité.

Procédure (art.  
34 c LC)

Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.

Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

**Art. 67.-** Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil (LC), la commission rapporte à ce dernier en proposant :

- a) la prise en considération ; ou
- b) le rejet de la prise en considération et le classement

Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.

**Art. 68.-** Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.

(art. 34 e LC)

## CHAPITRE IV

### De la discussion

**Art. 69.-** Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :

Rapport de la commission

- de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission ;
- des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion ;
- du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Sur la proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil au moins dix jours à l'avance (art. 44). En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.

**Art. 70.-** Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.

Discussion

Si la demande est faite par la commission, le bureau, un conseiller ou la municipalité, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

**Art. 71.-** La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé le demande.

**Art. 72.-** Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du président. L'orateur ne doit pas être interrompu ; l'article 30 est toutefois réservé.

**Art. 73.-** Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

**Art. 74.-** Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).

Amendements  
(art. 35 a LC)

Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en

discussion.

Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

Peuvent proposer des amendements :

- a) les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ;
- b) les membres du conseil ;
- c) la municipalité.

**Art. 75.-** Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.

Motion d'ordre

**Art. 76.-** Si la municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.

Renvoi de la discussion

Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire. Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.

A la séance suivante, la discussion est reprise.

**Art. 77.-** Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.

Il n'y a alors ni convocation et ni nouvel ordre du jour. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.

## CHAPITRE V

### De la votation

**Art. 78.-** La discussion étant close, le président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

Vote  
(art. 35b LC)

Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi ont toujours la



priorité.

La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.

Procédure de vote

Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.

En cas de vote à main levée, la votation a lieu à l'appel nominal à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres. En cas d'égalité, le président tranche.

La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres.

En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.

Les élections ont lieu à bulletins secrets. Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement.

Le bureau délivre à chaque conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le président proclame la clôture du scrutin.

Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.

**Art. 79.-** Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.

Etablissement des résultats (art. 35b al. 2 LC)

En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

**Art. 80.-** Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.

Quorum

**Art. 81.-** Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier dans la plus proche séance.

Second débat

Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.

**Art. 82.-** La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.

Retrait du projet

**Art. 83.-** Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. L'article 81, alinéa 2 est réservé.

**Art. 84.-** Lorsqu'il s'agit de décisions susceptibles de référendum aux termes de la LEDP et qu'un conseiller le demande, immédiatement après la votation, que la décision soit soumise par le conseil au corps électoral, il est procédé séance tenante à la discussion et au vote sur cette proposition.

Référendum  
spontané  
(art. 160 al. 3  
LEDP)

## CHAPITRE VI

### Des groupes politiques

**Art. 85.-** Des groupes politiques sont créés au sein du conseil.

(art. 40b LC)

Les conseillers communaux élus sur la même liste électorale forment un groupe dans la mesure où ils sont au moins cinq.

Il est tenu compte de la force respective des groupes pour la désignation des commissions.

## TITRE III

### Budgets, gestion et comptes

#### CHAPITRE PREMIER

#### Budget et crédits d'investissement

**Art. 86.-** Le conseil autorise les dépenses courantes de la commune par l'adoption du budget de fonctionnement que la municipalité lui soumet.

Budget de  
fonction-  
nement  
(art. 4 LC  
et 5 ss RCom)

Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.

**Art. 87.-** La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.

(art. 11  
RCom)

Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.

**Art. 88.-** La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen de la commission des finances.

(art. 8 RCom)

**Art. 89.-** Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.

(art. 9 RCom)

**Art. 90.-** Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la municipalité et la commission se soient prononcées.

<b>Art. 91.-</b> Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.	(art. 9 RCom)
<b>Art. 92.-</b> Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 17, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.	Crédits d'investissement (art. 14 et 16 RCom)
Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.	
<b>Art. 93.-</b> La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissements. Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement ; il n'est pas soumis au vote.	Plan des dépenses d'investissement (art. 18 RCom)
<b>Art. 94.-</b> Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts ; ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.	Plafond d'endettement (art. 143 LC)

## CHAPITRE II

### Examen de la gestion et des comptes

<b>Art. 95.-</b> Le rapport de la municipalité sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés cas échéant du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion.	Commission de gestion (art. 93c LC et 34 RCom)
La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil de l'année précédente.	
Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans la courant de l'année (art. 86 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 87).	
<b>Art. 96.-</b> Les membres du conseil peuvent présenter des observations écrites tant sur la gestion que sur les comptes. Ces observations sont remises au président de la commission de gestion, s'il s'agit de la gestion et au président de la commission des finances, s'il s'agit des comptes, au plus tard dans les dix jours suivant la remise des rapports aux membres du conseil par la municipalité.	Observations des membres du conseil
<b>Art. 97.-</b> La commission de gestion et la commission des finances peuvent, chacune pour l'objet qui ressortit à son examen, formuler des observations et des vœux.	

L'observation relève un point précis sur lequel la commission exprime des réserves.

Le vœu invite la municipalité à étudier la possibilité d'effectuer un travail ou de procéder à une réforme.

**Art. 98.-** Le rapport de la commission de gestion sur la gestion et celui de la commission des finances sur les comptes, ainsi que les observations individuelles des membres du conseil, sont communiqués à la municipalité qui doit répondre aux observations et aux vœux.

**Art. 99.-** Ces rapports, les observations et les réponses de la municipalité sont communiqués en copie aux membres du conseil dix jours au moins avant la délibération.

Communica-  
tion au conseil  
(art. 93d LC  
et 36 RCom)

**Art. 100.-** Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin<sup>13</sup>.

(art. 93g LC  
et 37 RCom)

**Art. 101.-** La délibération sur la gestion, puis sur les comptes, se déroule de la manière suivante :

- a) en cas de désaccord avec la municipalité, la discussion est ouverte sur les observations et vœux émis par la commission ; il y a votation même si la discussion n'est pas utilisée ;
- b) en cas d'accord entre la commission et la municipalité, il n'y a votation que si la discussion est demandée.

La délibération se termine par un vote sur le rapport de la commission de gestion et sur le rapport de la commission des finances pris dans leur ensemble.

Les réponses aux observations et aux vœux donnent lieu à un suivi par les commissions.

**Art. 102.-** L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le préfet.

## TITRE IV

### Dispositions diverses

#### CHAPITRE PREMIER

### De l'initiative populaire

**Art. 103.-** La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par les articles 135 ss de la LEDP.

---

<sup>13</sup> Il faut tenir compte du fait que la législature finit le 30 juin.

## CHAPITRE II

### **Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa De l'expédition des documents**

**Art. 104.-** Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.

**Art. 105.-** Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature du syndic et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par la municipalité.

**Art. 106.-** Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 36, lettre a.

Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par le conseil et munies du sceau du conseil, sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.

## CHAPITRE III

### **De la publicité**

**Art. 107.-** Sauf huis clos (voir article 52), les séances du conseil sont publiques ; (art. 27 LC)  
des places sont réservées au public.

**Art. 108.-** Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

## CHAPITRE IV

### **Dispositions finales**

**Art. 109.-** Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le chef de département compétent. Il abroge le règlement du 23 août 2016.

Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.

Cully, le

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

Le président

La secrétaire

Sébastien Hope Weber

Catherine Fonjallaz

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions, du territoire et du sport, en date du

## ANNEXES

### DÉFINITIONS ET TRAITEMENT DES OBJETS

**Le postulat** est une invitation à la municipalité d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la municipalité, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du conseil communal ou de la municipalité.

**La motion** est une demande à la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil communal. La motion ne peut porter que sur une compétence du conseil communal. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger la municipalité à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. La municipalité peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

**Le projet de règlement ou de décision du conseil** est un texte complètement rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du conseil communal. La municipalité est obligée de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. La municipalité peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

**L'interpellation** est une demande d'explication adressée à la municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la municipalité. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse de la municipalité à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention de la municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

**La question ou le simple vœu** sont des demandes adressées à la municipalité qui ne sont pas soumises à une forme spécifique. Elles sont en règle générale traitées dans point de l'ordre du jour relatif aux questions et interventions diverses.

**La pétition** est un droit qui garantit à chacun-e (électeur/trice de la commune ou non) la possibilité d'adresser en tout temps aux autorités des requêtes, des propositions, des critiques ou des réclamations dans les affaires de leur compétence. Elle doit être déposée en la forme écrite. L'autorité compétente doit donner réponse aux pétitionnaires, même de manière très brève. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier des décisions, ni celui d'adresser des instructions impératives ou des injonctions à l'autorité concernée.

**L'amendement** vise à modifier un texte en délibération. Le sous-amendement vise à modifier un amendement.

### Schéma de traitement des objets

	Question	Vœu	Interpellation	Postulat	Motion	Projet de règlement
<b>Articles</b>	Art. 34a LC	Art. 34a LC	Art. 34 LC	Art. 31a LC	Art. 31b LC	Art. 31c LC
<b>Forme de l'intervention</b>	Par oral, lors des « Divers »	Par oral, lors des « Divers »	Annonce au bureau par écrit ou oral.	Dépôt par écrit, au bureau min. 10 jours calendaires avant	Dépôt par écrit, au bureau min. 10 jours calendaires avant	Dépôt par écrit, au bureau min. 10 jours calendaires avant
<b>Condition de traitement</b>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Doit être appuyée par 5 autres membres</li> <li>Doit être portée à l'OJ</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Doit remplir les conditions de recevabilité</li> <li>Doit être porté à l'OJ</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Doit remplir les conditions de recevabilité</li> <li>Doit être portée à l'OJ</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Doit remplir les conditions de recevabilité</li> <li>Doit être porté à l'OJ</li> </ul>
<b>Prise en considération de la proposition</b>	L'assemblée écoute. Pas de vote	L'assemblée écoute. Pas de vote	L'assemblée écoute. Pas de vote	L'assemblée écoute. Le conseil communal statue sur la prise en considération de l'intervention		
	La municipalité répond lors de la séance ou ultérieurement	La municipalité prend acte du vœu, elle n'est tenue à rien	La municipalité répond lors de la séance ou la suivante. Le conseil communal discute de la réponse et peut <ul style="list-style-type: none"> <li>adopter une résolution sans injonction (vœu)</li> <li>passer au point suivant de l'OJ</li> </ul>	Il peut soit <ul style="list-style-type: none"> <li>renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération si 1/5 le demande ou</li> <li>renvoyer directement la proposition à la municipalité, assortie éventuellement d'un délai particulier.</li> </ul> En cas de refus des deux options ci-dessus, la proposition est classée. <i>L'initiant peut retirer ou modifier son initiative jusqu'au vote de prise en considération (art. 33 LC)</i>		
<b>Séance suivante</b>	La municipalité répond si elle n'a pas encore répondu		Si pas traitée à la dernière séance, le conseil discute de la réponse et peut <ul style="list-style-type: none"> <li>adopter une résolution</li> </ul>	<b>Si renvoi à l'examen d'une commission</b> La commission a étudié la proposition, préavis et délivre son rapport. Proposition prise en considération ? <b>OUI / NON</b>		



			sans injonction (vœu) <ul style="list-style-type: none"> <li>passer au point suivant de l'OJ</li> </ul>	<b>Si NON</b> > proposition classée <b>Si OUI</b> > renvoi à la municipalité		
<b>Suite des opérations</b>				<b>Renvoi à la municipalité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>La municipalité étudie la question</li> <li>Elle présente un <b>rapport</b></li> </ul>	<b>Renvoi à la municipalité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>La municipalité étudie la proposition</li> <li>Elle propose un <b>projet de décision (préavis) ou contre-projet</b></li> </ul>	<b>Renvoi à la municipalité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>La municipalité étudie la proposition</li> <li>Elle présente un <b>projet de règlement ou contre-projet</b></li> </ul>
<b>Suite des opérations</b>				La municipalité estime que la proposition <b>ne répond pas</b> aux critères de recevabilité <ul style="list-style-type: none"> <li>son rapport explique le refus (rapport d'irrecevabilité). Le recours est possible.</li> </ul> La municipalité estime que la proposition <b>répond</b> aux critères de recevabilité <ul style="list-style-type: none"> <li>une commission ad hoc est nommée pour rapporter sur la réponse ou le projet de la municipalité (préavis, contre-projet, etc.)</li> </ul> <i>L'initiant fait partie de la commission technique</i> <i>Le délai pour le traitement de la proposition est de 12 mois</i>		
<b>Décision du conseil communal</b>				Le conseil communal écoute les conclusions de la commission, débat et statue sur la proposition de la municipalité		

## ABREVIATIONS

**LC** : Loi sur les communes

**LEDP** : Loi sur l'exercice des droits politiques

## REPARTITION DES COMPETENCES

Principe : les compétences du conseil communal sont exhaustivement délimitées par la constitution et par la loi. La municipalité jouit d'une attribution dite « générale et résiduelle », ce qui signifie qu'elle est compétente pour tous les domaines qui ne relèvent pas exclusivement du conseil ou d'une autre autorité.

### Compétences du conseil communal

Les principales compétences du conseil communal sont listées à l'article 146 de la Constitution vaudoise et à l'article 4 de la loi sur les communes.

- Édicter les règlements (let. a) ;
- Adopter l'arrêté d'imposition et le budget, et autoriser les dépenses extraordinaires et les emprunts (let. b) ;
- Se prononcer sur les collaborations intercommunales (let. c) ;
- Décider des projets d'acquisition et d'aliénation d'immeubles (let. d) ;
- Contrôler la gestion (let. e) ;
- Adopter les comptes (let. f) ;
- Contrôle de la gestion (art. 4 al. 1 ch. 1 LC) ;
- Projet de budget et les comptes (art. 4 al. 1 ch. 2 LC) ;
- Propositions de dépenses extra-budgétaires (art. 4 al. 1 ch. 3 LC) ;
- Projet d'arrêté d'imposition (art. 4 al. 1 ch. 4 LC) ;
- Acquisition et aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, sous réserve de l'octroi à la municipalité d'une autorisation générale de statuer selon une limite fixée par le conseil (art. 4 al. 1 ch. 6 LC) ;
- Constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales, le conseil pouvant accorder pour de telles acquisitions à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 6 s'appliquant par analogie, une telle autorisation générale étant exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3a (art. 4 al. 1 ch. 6bis LC) ;
- Autorisation d'emprunter, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que les modalités de l'emprunt (art. 4 al. 1 ch. 7 LC) ;
- Autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité) (art. 4 al. 1 ch. 8 LC) ;
- Statut des fonctionnaires communaux et la base de leur rémunération (art. 4 al. 1 ch. 9 LC) ;
- Placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, ch. 2 (art. 4 al. 1 ch. 10 LC) ;
- Acceptation de legs et de donations, dans la mesure où ils sont affectés de conditions ou de charges, et de successions (art. 4 al. 1 ch. 11 LC) ;
- Reconstructions d'immeubles, constructions nouvelles et démolitions de bâtiments (art. 4 al. 1 ch. 12 LC) ;
- Adoption de règlements, sous réserve de ceux laissés par le conseil dans la compétence de la municipalité (art. 4 al. 1 ch. 13 LC) ;
- Fixation des indemnités du syndic et des membres de la municipalité, des membres du conseil, du président et du secrétaire du conseil et, le cas échéant, de l'huissier (art. 16 al. 1-2 et 29 al. 1-2 LC) ;

- Adoption de conventions portant ententes intercommunales (art. 110 al. 1 LC) ;
- Adoption des statuts d'associations de communes (art 113 al. 1 LC) et la modification de ces statuts en tant qu'elle porte sur des buts principaux ou des tâches principales de l'association, sur la modification des règles de représentation des communes au sein des organes de l'association, sur l'augmentation du capital de dotation, sur la modification du mode de répartition des charges et sur l'élévation du plafond des emprunts d'investissements et que les statuts ne prévoient pas une majorité simple ou qualifiée (art. 126 al. 2 LC) ;
- Dissolution des associations de communes (art. 127 al. 1 LC), des fédérations de communes (art. 127 al. 1 LC applicable par renvoi de l'art. 128a LC) et des agglomérations (art. 127 al. 1 LC applicable par renvois successifs des art. 128a et 128i LC) ;
- Autorisation en matière de cautionnements ou d'autres formes de garantie (art. 143 al. 5 LC) ;
- Décision de soumettre au corps électoral le rattachement de la commune à un autre district (art. 13 al. 1 de la loi du 30 mai 2006 sur le découpage territorial ; LDecTer ; RSV 132.15) ;
- Accorder la bourgeoisie d'honneur (art. 46 de la loi du 28 septembre 2004 sur le droit de cité vaudois ; LDCV ; RSV 141.11) ;
- Adoption de conventions de fusion de communes (art. 7 al. 1 de la loi 7 décembre 2004 sur les fusions de communes ; LFusCom ; RSV 175.61) ;
- Autorisation à la municipalité d'exercer l'action en contestation de la reconnaissance en paternité au sens des articles 259 al. 2 ch. 3 et 260a al. 1 CC (art. 10 al. 1 let. de la loi du 30 novembre 1910 d'introduction dans le Canton de Vaud du code civil suisse ; LVCC ; RSV 211.01) ;
- Constitution des associations à créer pour les parcs d'importance nationale, l'adoption de la charte et du programme de gestion et les préavis sur le budget et les comptes de l'association (art. 6 de la loi du 17 décembre 2008 d'application sur les parcs d'importance nationale ; LVOParcs ; RSV 451.15) ;
- Autorisation de la révision des estimations fiscales de biens immobiliers (art. 22 al. 2 de la loi du 18 novembre 1935 sur l'estimation fiscale des immeubles ; LEFI ; RSV 642.21) ;
- Adoption de règlements sur la perception de taxes de séjour communales ou de taxes spéciales (art. 3bis et 4 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux ; LICom ; RSV 650.11) ;
- Approbation des concessions de distribution de l'eau à un particulier sur le territoire communal (art. 6 al. 1 de la loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau ; LDE ; RSV 721.31).

## Compétences de la municipalité

Les principales compétences municipales sont listées aux art. 42 à 44 de la loi sur les communes :

- L'administration des services publics, y compris celle des services industriels (art. 42 al. 1 ch. 1 LC) ;
- L'administration des biens communaux, du domaine public et des biens affectés aux services publics (art. 42 al. 1 ch. 2 LC), ce qui inclut notamment la signature de contrats de vente ou de bail à ferme avec des tiers ;
- La nomination des collaborateurs de la commune, la fixation de leur traitement et l'exercice du pouvoir disciplinaire (art. 42 al. 1 ch. 3 LC) ;
- Les tâches qui lui sont directement attribuées par la législation cantonale (art. 42 al. 1 ch. 4 LC) ;
- La police dans les limites de la compétence communale (art. 43 LC) : sécurité, ordre et repos publics (ch. 1), service du feu (ch. 2), salubrité (ch. 3), police des inhumations, des incinérations et des cimetières (ch. 4), police des mœurs (ch. 5), police de l'exercice des activités économiques (ch. 6), du recensement et du contrôle des habitants, police des étrangers, de la délivrance des actes d'origines et de la tenue du rôle des électeurs (ch. 7), police des constructions et de la surveillance des chantiers (ch. 8), police rurale (ch. 9), mesures à prendre en cas de sinistres causés par les forces naturelles (ch. 10) et délivrance des déclarations, des attestations et des permis (ch. 11) ;
- L'administration des biens communaux (art. 44 LC) : administration du domaine public et privé (ch. 1), placements de capitaux auprès de certaines institutions telles la Caisse d'épargne cantonale vaudoise et la Banque cantonale vaudoise (ch. 2) et aux dépenses relatives à l'administration de la commune, à la gestion du domaine public et privé et à celle des biens affectés aux services publics dans le cadre du budget et des autres autorisations données par le conseil (ch. 3) ;

- Autres domaines fixés par des lois spéciales, par ex. : contraventions, etc. ;
- Le conseil communal peut déléguer à l'autorité exécutive communale une partie des attributions que lui confère la loi, mais dans des domaines que celle-ci définit de manière exhaustive. Dans ce cadre, l'organe délibérant peut accorder à la municipalité :
  - en fixant une limite, une autorisation générale de statuer sur les acquisitions et les aliénations d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières (art. 4 al. 1 ch. 6 LC) ;
  - en fixant une limite, une autorisation générale de statuer sur la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que sur l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales (art. 4 al. 1 ch. 6bis LC lu en relation avec l'art. 4 al. 1 ch. 6 LC, applicable par analogie) ;
  - la possibilité de déterminer le choix du moment et des modalités concernant les emprunts dont le conseil doit cependant autoriser le principe (art. 4 al. 1 ch. 7 LC) ;
  - une autorisation générale de plaider (art. 4 al. 1 ch. 8 LC) ;
  - l'édiction de certains règlements (art. 4 al. 1 ch. 13 LC).

Attention :

- Les délégations ne sont valables que si le conseil a adopté un acte formel (décision ou règlement). Elles ne se présument pas ;
- Les délégations ne sont valables que pour la durée pour laquelle elles ont été données (législature, exercice comptable, affaire précise, etc.) ;
- Il n'est pas possible de donner une délégation en dehors des cas prévus par la loi ;
- La municipalité ne peut pas donner de délégations au conseil ;

## Révision du règlement du conseil communal de Bourg-en-Lavaux

Code couleur colonne droite : **Surligné en jaune** > Propositions d'ajouts ou de modifications    ~~Biffé en rouge~~ > Propositions de suppressions

<u>Texte original</u> <b>COMMUNE DE BOURG-EN-LAVAU</b>		<u>Proposition du nouveau texte par le BCC</u> <b>COMMUNE DE BOURG-EN-LAVAU</b>	
<p><b>REGLEMENT POUR LE CONSEIL COMMUNAL</b></p> <p>TITRE PREMIER</p> <p><b>Du conseil et de ses organes</b></p> <p>CHAPITRE PREMIER</p> <p><b>Formation du conseil</b></p>		<p><b>REGLEMENT POUR LE CONSEIL COMMUNAL</b></p> <p>TITRE PREMIER</p> <p><b>Du conseil et de ses organes</b></p> <p>CHAPITRE PREMIER</p> <p><b>Formation du conseil</b></p>	
<p><b>Article premier.</b>- Le nombre des membres est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du recensement annuel.</p> <p>Le conseil communal peut modifier le nombre de ses membres au plus tard <b>le 30 juin</b> de l'année <b>précédant</b> le renouvellement intégral des autorités communales.</p> <p><b>Art 1a.</b>- Toute désignation de personne, de statuts, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>	<p>Nombre des membres</p>	<p><b>Article premier.</b>- Le nombre des membres est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du recensement annuel.</p> <p>Le conseil communal peut modifier le nombre de ses membres au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales<sup>1</sup>.</p> <p><b>Art 1a.</b>- Toute désignation de personne, de statuts, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>	<p>Nombre des membres <b>(art. 17 LC)</b></p> <p><b>Terminologie (art. 3b LC)</b></p>

<sup>1</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.

<p><b>Art. 2.- Le corps électoral</b> est convoqué tous les <b>cinq ans, au printemps</b>, pour procéder à l'élection des membres du conseil. Cette élection a lieu conformément à la LEDP <b>selon le système proportionnel</b>.</p>	Election	<p><b>Art. 2.-</b> Le corps électoral est convoqué tous les cinq ans, au printemps, pour procéder à l'élection des membres du conseil. Cette élection a lieu conformément à la LEDP selon le système proportionnel.</p>	Election (art. 144 Cst-VD et 102 et 103 LEDP)
<p><b>Art. 3.-</b> Les membres du conseil doivent être des électeurs<sup>1</sup> au sens de l'article 5 LEDP. S'ils perdent la qualité <b>d'électeurs</b> dans la commune, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeurs.</p>	Qualité d'électeurs	<p><b>Art. 3.-</b> Les membres du conseil doivent être <b>des membres du corps électoral en matière communale</b> au sens de l'article 3 al. 2 LEDP. S'ils perdent la qualité d'électeurs dans la commune, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeurs.</p>	Qualité d'électeurs (art. 3 al. 2 LEDP et 97 LC)
<p><b>Art. 4.-</b> Le conseil est installé par le préfet, conformément à la LC.</p>	Installation	<p><b>Art. 4.-</b> Le conseil est installé par le préfet, conformément à la LC.</p>	Installation (art. 83 ss LC)
<p><b>Art. 5.-</b> Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil prêtent le serment suivant : "Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays. Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."</p>	Serment	<p><b>Art. 5.-</b> Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil prêtent le serment suivant : « Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays. Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer. »</p>	Serment (art. 9 LC)
<p><b>Art. 6.-</b> Avant de procéder à l'installation, le préfet constate la démission des conseillers communaux élus à la municipalité ainsi que leur remplacement par des suppléants.</p>		<p><b>Art. 6.-</b> Avant de procéder à l'installation, le préfet constate la démission des conseillers communaux élus à la municipalité, ainsi que leur remplacement par des suppléants.</p>	(art. 143 Cst-VD)
<p><b>Art. 7.-</b> Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.</p>	Organisation	<p><b>Art. 7.-</b> Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.</p>	Organisation (art. 89, 23 et 10 à 12 LC)

<sup>1</sup> Le présent règlement utilise la forme masculine, étant précisé cependant qu'il vise aussi bien les femmes que les hommes

<p><b>Art. 8.-</b> L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant <b>le 30 juin suivant les élections générales</b>. Ces autorités entrent en fonction <b>le 1<sup>er</sup> juillet</b>.</p> <p><b>Art. 9.-</b> Les membres absents du conseil et de la municipalité, de même que ceux élus après le renouvellement intégral, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.</p> <p>En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.</p> <p>Le conseiller municipal ou le conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le conseil est réputé démissionnaire.</p> <p><b>Art. 10.-</b> Il est pourvu aux vacances, conformément à la LEDP.</p>	<p>Entrée en fonction</p> <p>Serment des absents</p> <p>Vacances</p>	<p><b>Art. 8.-</b> L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1<sup>er</sup> juillet.</p> <p><b>Art. 9.-</b> Les membres absents du conseil et de la municipalité, de même que ceux élus après <b>une élection complémentaire</b>, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.</p> <p>En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.</p> <p>Le conseiller municipal ou le conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le conseil est réputé démissionnaire.</p> <p><b>Art. 10.-</b> Il est pourvu aux vacances conformément à la LEDP.</p>	<p>Entrée en fonction <b>(art. 92 LC)</b></p> <p>Serment des absents <b>(art. 90 LC)</b></p> <p>Vacances <b>(art. 1<sup>er</sup> LC, 82 et 108 LEDP)</b></p>
<p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;"><b>Organisation du conseil</b></p> <p><b>Art. 11.-</b> Le conseil nomme chaque année<sup>2</sup> dans son sein :</p> <p>a) un président; b) deux vice-présidents; c) deux scrutateurs et deux suppléants.</p>	<p>Bureau</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;"><b>Organisation du conseil</b></p> <p><b>Art. 11.-</b> Le conseil nomme chaque année<sup>2</sup> dans son sein :</p> <p>a) un président ; b) deux vice-présidents ; c) deux scrutateurs et deux suppléants.</p>	<p>Bureau <b>(art. 10 et 23 LC)</b></p>

<sup>2</sup> Par « chaque année », il faut entendre la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. Il faut procéder aux nominations pour le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

<sup>2</sup> Par « chaque année », il faut entendre la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. Il faut procéder aux nominations pour le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. **Les membres du bureau sont rééligibles, à moins que le règlement ne restreigne la possibilité de réélection**

<p>Le renouvellement de ce mandat ne peut excéder trois années.</p> <p>Il nomme pour <b>la durée de la législature</b> son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil</p> <p><b>Art. 12.-</b> Le président, les vice-présidents et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret ; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. <b>Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.</b> En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.</p> <p>Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.</p> <p><b>Art. 13.- Les conseillers communaux élus à la municipalité sont réputés démissionnaires.</b></p> <p>Les employés supérieurs de l'administration communale ne peuvent pas siéger au conseil communal.</p> <p>Une place distincte est réservée à la municipalité dans la salle du conseil.</p> <p><b>Art. 14.- Le secrétaire municipal n'est pas éligible</b> aux diverses fonctions mentionnées à l'article 11. Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil.</p> <p><b>Ne peuvent être simultanément président et secrétaire du conseil les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et sœurs.</b></p>	<p>Nomination</p> <p>Incompatibilités</p>	<p><del>Le renouvellement de ce mandat ne peut excéder trois années.</del>  <b>Le mandat du président ne peut excéder deux ans par législature.</b></p> <p><b>Le conseil</b> nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.</p> <p><b>Art. 12.-</b> Le président, les vice-présidents et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret ; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.</p> <p>Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.</p> <p><b>Art. 13.-</b> Les conseillers communaux élus à la municipalité sont réputés démissionnaires.</p> <p>Les employés supérieurs de l'administration communale ne peuvent pas siéger au conseil communal.</p> <p>Une place distincte est réservée à la municipalité dans la salle du conseil.</p> <p><b>Art. 14.-</b> Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 11. <del>Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil.</del></p> <p>Ne peuvent être simultanément président et secrétaire du conseil les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et sœurs.</p>	<p>Nomination  <b>(art. 11 et 23 LC)</b></p> <p>Incompatibilités  <b>(art. 143 Cst-VD, 28 LC)</b></p> <p><b>(art. 12 et 23 LC)</b></p>
---	---	---	--



<p><b>Art. 15.-</b> Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil.</p>	Archives	<p><b>Art. 15.-</b> Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil.</p>	Archives
<p><b>Art. 16.-</b> Le conseil est servi par les huissiers de la municipalité.</p>	Huissiers	<p><b>Art. 16.-</b> Le conseil est servi par les huissiers de la municipalité.</p>	Huissiers
<p>CHAPITRE III</p> <p><b>Attributions et compétences</b></p>		<p>CHAPITRE III</p> <p><b>Attributions et compétences</b></p>	
<p>Section I Du conseil</p>		<p>Section I Du conseil</p>	
<p><b>Art. 17.-</b> Le conseil délibère sur :</p>	Attributions	<p><b>Art. 17.-</b> Le conseil délibère sur :</p>	Attributions
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. le contrôle de la gestion;</li> <li>2. le projet de budget et les comptes;</li> <li>3. les propositions de dépenses extrabudgétaires;</li> <li>4. le projet d'arrêté d'imposition;</li> <li>5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions <b>en fixant une limite</b>;</li> <li>6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, <b>le chiffre 5</b> s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées dans la LC;</li> </ol>		<ol style="list-style-type: none"> <li>1. le contrôle de la gestion ;</li> <li>2. le projet de budget et les comptes ;</li> <li>3. les propositions de dépenses extrabudgétaires ;</li> <li>4. le projet d'arrêté d'imposition ;</li> <li>5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite ;</li> <li>6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées dans la LC ;</li> </ol>	<p>(art. 146 Cst-VD et 4 LC)</p>

<p>7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt;</p> <p>8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité);</p> <p>9. le règlement du personnel communal et la base de sa rémunération.</p> <p>10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité selon la LC;</p> <p>11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;</p> <p>12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments communaux;</p> <p>13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité;</p> <p>14. la nomination de la commission de gestion et de la commission des finances;</p> <p>15. la fixation des indemnités des membres du conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du conseil et, cas échéant, de l'huissier, sur proposition du bureau et sur proposition de la municipalité, la fixation des indemnités du syndic et des membres de la municipalité (art. 29 LC);</p>		<p>7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt ;</p> <p>8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité) ;</p> <p>9. le règlement du personnel communal et la base de sa rémunération.</p> <p>10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité <b>en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la LC ;</b></p> <p>11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie ;</p> <p>12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments communaux ;</p> <p>13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité ;</p> <p><del>14. la nomination de la commission de gestion et de la commission des finances;</del></p> <p>14. la fixation des indemnités des membres du conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du conseil et, cas échéant, de l'huissier, sur proposition du bureau et sur proposition de la municipalité, la fixation des indemnités du syndic et des membres de la municipalité (art. 29 LC) ;</p>	
---	--	--	--

<p>Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6 et 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature<sup>3</sup>, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. Ces décisions sont sujettes au référendum. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.</p> <p><b>Art. 18.-</b> Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard <b>le 30 juin</b> de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales.</p> <p><b>Art. 19.-</b> Lorsque le conseil, la municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.</p> <p>S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.</p> <p><b>19a.</b> Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur.</p>	<p>Nombre des membres de la municipalité</p> <p>Sanction</p> <p>Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages</p>	<p><b>15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.</b></p> <p>Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature<sup>3</sup> <b>et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales</b>, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. Ces décisions sont sujettes au référendum. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.</p> <p><b>Art. 18.-</b> Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales<sup>4</sup>.</p> <p><b>Art. 19.-</b> Lorsque le conseil, la municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.</p> <p>S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé ; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.</p> <p><b>Art. 19a.</b> Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur<sup>5</sup>.</p>	<p>Nombre des membres de la municipalité <b>(art. 47 LC)</b></p> <p>Sanction <b>(art. 100 LC)</b></p> <p>Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages <b>(art. 100a LC)</b></p>
--	--	--	---

<sup>3</sup> C'est la solution la plus adéquate, car elle permet de rediscuter tous les 5 ans ces délégations.

<sup>3</sup> C'est la solution préconisée par la LC, car elle permet de rediscuter tous les 5 ans ces délégations.

<sup>4</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.

<sup>5</sup> Cette disposition prévoit un régime d'exception pour les libéralités ou avantages usuels de faible valeur, ce par quoi il faut entendre par exemple les cadeaux de fins d'année, les repas offerts à l'occasion d'invitations, etc. La notion de faible valeur peut être rapprochée de la notion d'élément patrimonial de faible valeur prévue par l'article 172ter du code pénal dont la limite a été fixée à Fr. 300.-.

<p style="text-align: center;">Section II Du bureau du conseil</p> <p><b>Art. 20.-</b> Le bureau du conseil est composé du président, des deux vice-présidents et des deux scrutateurs. <b>Les deux scrutateurs suppléants font partie du bureau.</b></p> <p><b>Art. 21.-</b> Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.</p> <p><b>Art. 22.-</b> Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire du président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.</p> <p>Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.</p> <p><b>Art. 23.-</b> Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.</p>	Composition du bureau	<p style="text-align: center;">Section II Du bureau du conseil</p> <p><b>Art. 20.-</b> Le bureau du conseil est composé du président, des deux vice-présidents, <b>des deux scrutateurs et des deux scrutateurs suppléants.</b></p> <p><b>Art. 21.-</b> <b>Les membres du bureau ne peuvent pas siéger dans des commissions ad hoc ou de surveillance.</b></p> <p><b>Art. 22.-</b> Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire du président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.</p> <p><b>Il tient chaque année un registre de l'emplacement des différentes archives.</b></p> <p>Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.</p> <p><b>Art. 23.-</b> Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.</p>	Composition du bureau
<p style="text-align: center;">Section III Du président du conseil</p> <p><b>Art. 24.-</b> Le président a la garde du sceau du conseil.</p> <p><b>Art. 25.-</b> Le président convoque le conseil par écrit. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité (président et syndic).</p>	Convocation	<p style="text-align: center;">Section III Du président du conseil</p> <p><b>Art. 24.-</b> Le président a la garde du sceau du conseil.</p> <p><b>Art. 25.-</b> Le président convoque le conseil par écrit<sup>6</sup> La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité (président et syndic).</p>	Convocation (art. 24 et 25 LC)

<sup>6</sup> La convocation doit se faire par écrit. Toutefois, en cas d'accord du conseiller, les annexes à la convocation peuvent être envoyées par courriel.

Le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.

**Art. 26.-** Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.

**Art. 27.-** Le président accorde la parole. En cas de refus, elle peut être demandée à l'assemblée.

**Art. 28.-** Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des deux vice-présidents.

**Art. 29.-** Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées par l'article 35b LC.

**Art. 30.-** Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la municipalité.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

Le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.

Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

**Art. 26.-** Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.

**Art. 27.-** Le président accorde la parole. En cas de refus, elle peut être demandée à l'assemblée.

**Art. 28.-** Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des deux vice-présidents.

**Art. 29.-** Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées par l'article 35b LC.

**Art. 30.-** Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la municipalité.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

**Art. 31.-** En cas d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président, celui-ci par le second et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

#### Section IV Des scrutateurs

**Art. 32.-** Les scrutateurs sont chargés du dépouillement des scrutins. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

#### Section V Du secrétaire

**Art. 33.-** Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau ; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au conseil.

**Art. 34.-** Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 25 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et en donne lecture si demandé. Il fait l'appel nominal et procède à

**Art. 31.-** En cas d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président, celui-ci par le second et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

#### Section IV Des scrutateurs

**Art. 32.-** Les scrutateurs sont chargés du dépouillement des scrutins. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

#### Section V Du secrétaire

**Art. 33.-** Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau ; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au conseil.

**Art. 34.-** Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 25 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et en donne lecture si demandé. Il fait l'appel nominal et procède à

<p>l'inscription des absents. Il expédie à tous les membres du conseil les pièces relatives aux affaires dont ils doivent s'occuper, ainsi que la composition des commissions. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.</p> <p><b>Art. 35.-</b> A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau du président le règlement du conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.</p> <p><b>Article 36.-</b> Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont :</p> <p>a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil;</p> <p>b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil;</p> <p>c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire;</p> <p>d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.</p> <p style="text-align: center;"><b>CHAPITRE IV</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Des commissions</b></p> <p><b>Art. 37.-</b> Toute commission est composée de cinq membres au moins.</p> <p>Il est tenu compte, dans les commissions de surveillance, d'une représentation équitable des divers groupes politiques du conseil, conformément à l'art. 84 al. 3 ci-après.</p>	<p>Composition et attributions</p>	<p>l'inscription des absents. Il expédie à tous les membres du conseil les pièces relatives aux affaires dont ils doivent s'occuper, ainsi que la composition des commissions. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.</p> <p><b>Art. 35.-</b> A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau du président le règlement du conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.</p> <p><b>Art. 36.-</b> Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont<sup>7</sup> :</p> <p>a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil ;</p> <p>b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil ;</p> <p>c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire ;</p> <p>d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.</p> <p style="text-align: center;"><b>CHAPITRE IV</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Des commissions</b></p> <p><b>Art. 37.-</b> Toute commission est composée de cinq membres au moins.</p> <p>Il est tenu compte <del> dans les commissions de surveillance,</del> d'une représentation équitable des divers groupes politiques du conseil, conformément à l'art. 85 ci-après.</p>	<p>Composition et attributions (art. 35 LC)</p>
--	------------------------------------	---	---

<sup>7</sup> Par registre, on entend tant les documents papiers que numériques.

<p>Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions présentées par la municipalité au conseil; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. La municipalité peut d'elle-même ou sur demande d'une commission, se faire représenter dans la commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres, ou par un collaborateur.</p> <p>Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission, ni assister à ses séances.</p> <p><b>Art. 38.-</b> Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.</p> <p>Cette commission est composée de 7 membres. Ils sont désignés pour 3 ans.</p> <p>Au surplus, les articles 94 et suivants du présent règlement s'appliquent.</p> <p>Les employés communaux ne peuvent être membres de la commission de gestion.</p> <p>Le président de la commission des finances peut participer avec voix consultative aux séances de la commission de gestion.</p>	<p>Commission de gestion</p>	<p>Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions présentées par la municipalité au conseil ; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. La municipalité peut d'elle-même ou sur demande d'une commission se faire représenter dans la commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres, ou par un collaborateur.</p> <p>Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission, ni assister à ses séances.</p> <p><b>Art. 38.-</b> Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion <del>et les comptes</del> de l'année écoulée.</p> <p>La commission de gestion est composée d'au minimum sept membres. Le nombre de sièges est déterminé au début de la législature de manière, d'une part, à ce que chaque groupe au sens de l'art. 85 puisse y être représenté s'il en fait la demande et, d'autre part, à ce que leur force respective soit respectée. Ils sont élus pour la durée de la législature.</p> <p>Les membres de la commission des finances et les collaborateurs de la commune de Bourg-en-Lavaux ne peuvent pas être membres de cette commission.</p> <p>La commission de gestion s'organise librement. Elle désigne son président.</p> <p>Le président ou un membre de la commission des finances peut, sur demande de la commission de gestion, participer aux discussions de cette dernière ; il ne prend toutefois pas part aux décisions.</p> <p>Les commissions de surveillance peuvent collaborer dans le cadre de leurs travaux et se réunissent au moins une fois par année.</p> <p>La commission de gestion rapporte au conseil sur la gestion de la commune par la municipalité. Elle a notamment pour mission de procéder à:</p>	<p>Commission de gestion (art. 93c LC et 34 RCom)</p>
---	------------------------------	--	---



<p><b>Art. 39.-</b> Le conseil élit une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt, le projet d'arrêté d'imposition, le plafond d'endettement et son éventuelle modification en cours de législature.</p> <p>Cette commission est composée de 5 membres. Ses membres sont désignés pour la durée de la législature.</p> <p>Le président de la commission de gestion peut participer avec voix consultative aux séances de la commission des finances.</p>	<p>Commission des finances</p>	<p>a) l'examen de l'exécution des décisions prises par le conseil et la municipalité au cours de l'année sous contrôle ;</p> <p>b) l'inspection des domaines publics, des bâtiments de la commune et des différents services de l'administration ;</p> <p>c) l'examen de la suite donnée aux observations et aux vœux du conseil lors du contrôle de gestion précédent ;</p> <p>d) la prise de connaissance du rapport de gestion des ententes intercommunales, associations de communes, sociétés commerciales, associations et fondations auxquelles la commune est intéressée. La Commission de gestion peut renseigner le conseil sur des points particuliers découlant de ces rapports.</p> <p><b>Art. 39.-</b> Le conseil élit une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt, le projet d'arrêté d'imposition, le plafond d'endettement et son éventuelle modification en cours de législature.</p> <p>La commission des finances est composée d'au minimum cinq membres. Le nombre de sièges est déterminé au début de la législature de manière, d'une part, à ce que chaque groupe au sens de l'art. 85 puisse y être représenté s'il en fait la demande et, d'autre part, à ce que leur force respective soit respectée. Ses membres sont désignés pour la durée de la législature. Les membres de la commission de gestion et les collaborateurs de la commune de Bourgen-Lavaux ne peuvent pas être membres de cette commission.</p> <p>La commission des finances s'organise librement. Elle désigne son président.</p> <p>Le président ou un membre de la commission de gestion peut, sur demande de la commission des finances, participer aux discussions de cette dernière ; il ne prend toutefois pas part aux décisions.</p> <p>Les commissions de surveillance peuvent collaborer dans le cadre de leurs travaux et se réunissent au moins une fois par année.</p>	<p>Commission des finances</p>
---	--------------------------------	---	--------------------------------

La commission des finances est tenue régulièrement informée par la municipalité de l'état des finances et de la trésorerie, ainsi que sur l'évolution du plan d'investissement.

Elle rapporte notamment au conseil sur :

- a) les projets suivants :
  - i. le budget ;
  - ii. les crédits supplémentaires ;
  - iii. le plan annuel des dépenses d'investissements ;
  - iv. l'arrêté communal d'imposition ;
  - v. les taxes d'affectation spéciales ;
  - vi. le plafond d'endettement et le plafond de cautionnement ;
- b) les comptes, selon les prescriptions des art. 95 et suivants.

La commission des finances a notamment pour missions :

- a) d'analyser les écarts entre le budget et les comptes et contrôler notamment :
  - i. la justification de ceux-ci ;
  - ii. l'existence d'une couverture des dépenses extrabudgétaires par des crédits spéciaux, par des excédents d'exploitation des comptes budgétaires ou par l'emprunt ;
- b) d'établir un rapport sur les analyses et les contrôles effectués, lequel comprendra le cas échéant des propositions au conseil, et, s'il y a lieu, donner décharge à la municipalité ;
- c) de prendre connaissance des comptes des ententes intercommunales, associations de communes, sociétés commerciales, associations et fondations auxquelles la commune est intéressée ; la commission des finances peut renseigner le conseil sur des points particuliers découlant de ces comptes.

La commission des finances donne à la commission chargée de l'étude d'une proposition municipale son préavis financier sur :

- a) tout préavis de la municipalité comprenant une acquisition ou aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, sous réserve de l'autorisation générale accordée par le conseil à la municipalité selon l'article 17 chiffre 5 ;

	<p>b) tout autre préavis de la municipalité entraînant une dépense supérieure à CHF 150'000 ;</p> <p>c) pour les dépenses inférieures à CHF 150'000, la commission des finances peut, si elle le juge opportun, donner un préavis financier ;</p> <p>d) la commission des finances informe le conseil des raisons d'un préavis financier négatif.</p> <p><b>Art. 40-</b> Le droit d'investigation de la commission de gestion et de la commission des finances est illimité dans le cadre de leur mandat. Demeure toutefois exclu l'accès à tout document dont un intérêt public ou privé particulièrement prépondérant (p. ex. droit de la personnalité d'un employé communal) justifie à ce qu'il soit tenu secret.</p> <p>Sous réserve des restrictions prévues au premier alinéa, constituent notamment des documents ou renseignements nécessaires à l'exercice des mandats des commissions de surveillance :</p> <p>a) les comptes communaux établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC;</p> <p>b) le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;</p> <p>c) toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé;</p> <p>d) toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;</p> <p>e) les extraits de procès-verbaux et décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;</p> <p>f) tous les renseignements portant sur l'exercice en cours pour la commission des finances ou l'exercice écoulé pour les commissions de gestion et des finances;</p> <p>g) l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité ;</p> <p>h) La municipalité est tenue de remettre sans délai tous les documents et renseignements nécessaires à la commission de surveillance qui en fait la demande. En cas de divergence quant à</p>	<p>Droit à l'information</p>
--	---	------------------------------

<p><b>Art. 40.-</b> Sous réserve de la nomination de la commission de gestion et de la commission des finances, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau.</p> <p>Les commissions désignent leurs présidents.</p> <p>Les commissions s'organisent elles-mêmes. Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.</p> <p>Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. <b>Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.</b></p>	<p>Nomination et fonctionnement des commissions</p>	<p>l'étendue du droit à l'information des commissions de surveillance, le préfet est saisi conformément à l'art. 40c al. 3 LC.</p> <p>Il incombe aux membres de la commission de gestion et de la commission des finances de respecter strictement la confidentialité des documents et informations auxquels ils ont eu accès dans l'exercice de leur mandat, y compris à l'égard des autres membres du conseil communal.</p> <p>La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.</p> <p><b>Art. 41.-</b> Les autres commissions du conseil sont :</p> <p>a) les commissions ad hoc, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil et les pétitions, ou de préavis sur leur prise en considération et ;</li> <li>- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité.</li> </ul> <p>b) les commissions thématiques, nommées en principe pour la durée de la législature.</p> <p><b>Art. 42.-</b> Sous réserve de la nomination de la commission de gestion et de la commission des finances, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau <b>qui en nomme aussi le premier membre.</b></p> <p>Le membre ne pouvant être présent lors de la séance constitutive de la commission ad hoc se fera remplacer par un membre de son groupe et en informe le bureau.</p> <p>Les commissions s'organisent elles-mêmes. Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.</p> <p>Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.</p>	<p>(art. 93f LC)</p> <p>Autres commissions</p> <p>Nomination et fonctionnement des commissions</p>
---	---	--	--







<p>Les excuses sont présentées par lettre ou par courrier électronique.</p> <p><b>Art. 51.- Le conseil peut délibérer pour autant que les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres.</b></p> <p><b>Art. 52.-</b> Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants. En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer. En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.</p> <p><b>Art. 53.-</b> Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récuser par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.</p> <p>Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 51 qui précède n'est pas applicable.</p> <p>Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.</p>	<p>Quorum</p> <p>Publicité</p> <p>Récusation</p>	<p>Les excuses sont présentées par lettre ou par courrier électronique.</p> <p><b>Art. 52.-</b> Le conseil peut délibérer pour autant que les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres.</p> <p><b>Art. 53.-</b> Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.</p> <p>En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.</p> <p>En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.</p> <p><b>Art. 54.-</b> Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récuser par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.</p> <p>Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restants du conseil. Dans ce cas, l'article 52 qui précède n'est pas applicable.</p> <p>Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.</p> <p><b>Art. 55.- Le bureau tient un registre des intérêts.</b></p> <p><b>En prenant ses fonctions au sein du conseil, chaque membre présente au bureau :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ses activités professionnelles lucratives ou non lucratives ;</li> <li>- les fonctions qu'il assume au sein d'organes d'administration, de direction, et de surveillance de fondations, de sociétés,</li> </ul>	<p>Quorum <b>(art. 26 LC)</b></p> <p>Publicité <b>(art. 27 LC)</b></p> <p>Récusation <b>(art. 40j LC)</b></p> <p>Registre des intérêts</p>
---	--	---	--



<p><b>Art. 54.-</b> S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 51 est atteint, le président déclare la séance ouverte.</p> <p>Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.</p> <p><b>Art. 55.-</b> Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau et signé par le président et le secrétaire, est déposé sur le bureau à la disposition des membres du conseil. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide.</p> <p>Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.</p> <p><b>Art. 56.-</b> Après ces opérations préliminaires, le conseil adopte l'ordre du jour qui prévoit notamment les points suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Adoption du procès-verbal de la dernière séance ;</li> <li>2. Communications du bureau, ainsi que la lecture des pétitions parvenues au président depuis la séance précédente ;</li> <li>3. Dépôt d'initiatives, motions et postulats ;</li> <li>4. Autres objets portés à l'ordre du jour ;</li> </ol>	<p>Appel</p> <p>Procès-verbal</p> <p>Opérations</p>	<p>d'associations ou d'établissements, de droit privé ou de droit public ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les fonctions qu'il assume au sein de commissions ou d'autres organes de la confédération, du canton ou de la commune ;</li> <li>- les fonctions politiques importantes qu'il exerce.</li> </ul> <p>Les intérêts en lien avec un objet discuté en commission ou lors d'une séance de conseil doivent également être déclarés oralement.</p> <p>Le bureau s'assure de la mise à jour annuelle de la déclaration d'intérêts de chaque conseiller.</p> <p>Le registre des intérêts est public.</p> <p><b>Art. 56.-</b> S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 52 est atteint, le président déclare la séance ouverte.</p> <p>Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.</p> <p><b>Art. 57.-</b> Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau et signé par le président et le secrétaire, est déposé sur le bureau à la disposition des membres du conseil. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide.</p> <p>Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.</p> <p><b>Art. 58.-</b> Après ces opérations préliminaires, le conseil adopte l'ordre du jour qui prévoit notamment les points suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Adoption du procès-verbal de la dernière séance ;</li> <li>2. Communications du bureau, ainsi que la lecture des pétitions parvenues au président depuis la séance précédente ;</li> <li>3. Dépôt d'initiatives, motions et postulats ;</li> <li>4. Autres objets portés à l'ordre du jour ;</li> </ol>	<p>Appel</p> <p>Procès-verbal</p> <p>Opérations</p>
---	---	---	---

<p>5. Développement des initiatives, motions, postulats et interpellations ;</p> <p>6. Communications de la municipalité</p> <p>L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, à la demande de la municipalité ou d'un conseiller.</p> <p>En cas d'urgence, et sous réserve de l'art. 37 al. 2, la municipalité ou un conseiller, appuyé par 5 autres, peuvent demander d'y introduire de nouveaux objets ; le conseil se prononce sur cette demande et fixe l'ordre du jour définitif.</p> <p>Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;"><b>Des droits des conseillers et de la municipalité</b></p> <p><b>Art. 57.-</b> Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.</p> <p><b>Art. 58.-</b> Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :</p> <p>a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport<sup>4</sup> ;</p>	<p>Droit d'initiative</p> <p>Postulat, motion, projet rédigé</p>	<p>5. Développement des initiatives, motions, postulats et interpellations ;</p> <p>6. <b>Rapports des représentants des associations intercommunales ;</b></p> <p>7. Communications de la municipalité.</p> <p>L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, à la demande de la municipalité ou d'un conseiller.</p> <p><del>En cas d'urgence, et sous réserve de l'art. 37 al. 2, la municipalité ou un conseiller, appuyé par 5 autres, peuvent demander d'y introduire de nouveaux objets ; le conseil se prononce sur cette demande et fixe l'ordre du jour définitif.</del></p> <p>Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;"><b>Des droits des conseillers et de la municipalité</b></p> <p><b>Art. 59.-</b> Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.</p> <p><b>Art. 60.-</b> Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :</p> <p>a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport<sup>9</sup> ;</p>	<p>Droit d'initiative (art. 30 LC)</p> <p>Postulat, motion, projet rédigé (art. 31 LC)</p>
---	--	--	--

<sup>4</sup> Postulat : voir définition en page 27.

<sup>9</sup> Postulat : voir définition en annexe.

<p>b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du conseil communal<sup>5</sup> ;</p> <p>c) en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil communal.</p> <p><b>Art. 59.-</b> Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président.</p> <p>Le bureau du conseil examine si la proposition est recevable. Si elle est recevable et que l'auteur maintient sa proposition, le conseil statue.</p> <p>La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.</p> <p><b>Art. 60.-</b> Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.</p> <p>Il peut soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi</li> </ul>		<p>b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé, ou un projet de décision de compétence du conseil communal<sup>10</sup> ;</p> <p>c) en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil communal.</p> <p>Les définitions plus complètes des objets et la liste des compétences du conseil communal et de la municipalité se trouvent en annexe.</p> <p><b>Art. 61.-</b> Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président dix jours calendaires avant le conseil.</p> <p>Le bureau du conseil examine si la proposition est recevable. Si elle est recevable et que l'auteur maintient sa proposition, le conseil statue.</p> <p>La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.</p> <p>En cas d'urgence, une proposition peut être portée à l'ordre du jour lors du dépôt d'initiatives, motions et postulats.</p> <p><b>Art. 62.-</b> Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.</p> <p>Il peut soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renvoyer à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande<sup>11</sup> ;</li> </ul>	<p>(art. 32 LC)</p> <p>(art. 33LC)</p>
--	--	--	--

<sup>5</sup> Motion : voir définition en annexe.

<sup>10</sup> Motion : voir définition en annexe

<sup>11</sup> En principe, l'auteur de la proposition fera partie de la commission chargée de préavis sur la prise en considération ; le cas échéant, il fera également partie de la commission chargée de rapporter sur le préavis municipal traitant de la proposition.

<p>à la municipalité, si un cinquième des membres le demande<sup>6</sup> ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.</li> </ul> <p>L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.</p> <p>Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de 12 mois, ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition. La municipalité doit présenter au conseil :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un rapport sur le postulat ;</li> <li>b) l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ;</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>c) un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.</li> </ul> <p>La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 60 du présent règlement.</p> <p>En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont</p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.</li> </ul> <p>L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.</p> <p>Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de 12 mois, <del>ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition.</del> La municipalité doit présenter au conseil :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un rapport, contenant la réponse au postulat ;</li> <li>b) un préavis en réponse à la motion, contenant l'étude ou le projet de décisions demandé par la motion, ou un contre-projet. En cas de refus du préavis, le conseil peut décider de classer la motion ou de demander une nouvelle réponse de la municipalité ;</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>c) un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.</li> </ul> <p>La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 62 du présent règlement.</p> <p>Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.</p> <p>En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont</p>	
--	--	--	--

<sup>6</sup> En principe, l'auteur de la proposition fera partie de la commission chargée de préavis sur la prise en considération ; le cas échéant, il fera également partie de la commission chargée de rapporter sur le préavis municipal traitant de la proposition.



Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.

**Art. 64.-** Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exclusivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'art. 63 al. 3, du présent règlement.

Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.

**Art. 65.-** La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant après avoir sollicité l'avis de la municipalité.

Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.

Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

**Art. 66.-** Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil (LC), la commission rapporte à ce dernier en proposant :

- a) la prise en considération ; ou
- b) le rejet de la prise en considération et le classement

Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.

Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.

~~**Art. 64.-**~~ Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'art. **65, al. 3**, du présent règlement.

Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.

**Art. 66.-** La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant après avoir sollicité l'avis de la municipalité.

Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.

Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

**Art. 67.-** Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil (LC), la commission rapporte à ce dernier en proposant :

- a) la prise en considération ; ou
- b) le rejet de la prise en considération et le classement

Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.

**Procédure (art. 34 c LC)**

<p><b>Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.</b></p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE IV</p> <p style="text-align: center;"><b>De la discussion</b></p> <p><b>Art. 67.-</b> Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission</li> <li>- des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion ;</li> <li>- du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.</li> </ul> <p>Sur la proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil au moins une semaine à l'avance (art. 42). En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.</p> <p><b>Art. 68.-</b> Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.</p> <p>Si la demande est faite par la commission, le bureau, un conseiller ou la municipalité, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.</p>	<p>Rapport de la commission</p> <p>Discussion</p>	<p><b>Art. 68.-</b> Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE IV</p> <p style="text-align: center;"><b>De la discussion</b></p> <p><b>Art. 69.-</b> Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission ;</li> <li>- des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion ;</li> <li>- du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.</li> </ul> <p>Sur la proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil au moins dix jours calendaires à l'avance (art. 44). En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.</p> <p><b>Art. 70.-</b> Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.</p> <p>Si la demande est faite par la commission, le bureau, un conseiller ou la municipalité, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.</p>	<p><b>(art. 34 e LC)</b></p> <p>Rapport de la commission</p> <p>Discussion</p>
---	---	---	--

<p><b>Art. 69.-</b> La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.</p> <p>Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé le demande.</p> <p><b>Art. 70.-</b> Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du président. L'orateur ne doit pas être interrompu; l'article 30 est toutefois réservé.</p> <p><b>Art. 71.-</b> Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.</p> <p>Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.</p> <p>Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.</p> <p><b>Art. 72.-</b> Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).</p> <p>Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.</p> <p>Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.</p> <p>Peuvent proposer des amendements :</p>	Amendements	<p><b>Art. 71.-</b> La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.</p> <p>Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé le demande.</p> <p><b>Art. 72.-</b> Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du président. L'orateur ne doit pas être interrompu ; l'article 30 est toutefois réservé.</p> <p><b>Art. 73.-</b> Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.</p> <p>Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.</p> <p>Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.</p> <p><b>Art. 74.-</b> Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).</p> <p>Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.</p> <p>Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.</p> <p>Peuvent proposer des amendements :</p>	Amendements <b>(art. 35 a LC)</b>
--	-------------	---	--------------------------------------



<p>a. les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ;  b. les membres du conseil ;  c. la municipalité.</p> <p><b>Art. 73.-</b> Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.</p> <p><b>Art. 74.-</b> Si la municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.</p> <p>Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire. Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.</p> <p>A la séance suivante, la discussion est reprise.</p> <p><b>Art. 75.-</b> Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.</p> <p>Il n'y a alors ni convocation et ni nouvel ordre du jour. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE V</p> <p style="text-align: center;"><b>De la votation</b></p> <p><b>Art. 76.-</b> La discussion étant close, le président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.</p>	<p>Motion d'ordre</p> <p>Renvoi</p>	<p>a) les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ;  b) les membres du conseil ;  c) la municipalité.</p> <p><b>Art. 75.-</b> Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.</p> <p><b>Art. 76.-</b> Si la municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.</p> <p>Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire. Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.</p> <p>A la séance suivante, la discussion est reprise.</p> <p><b>Art. 77.-</b> Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.</p> <p>Il n'y a alors ni convocation et ni nouvel ordre du jour. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE V</p> <p style="text-align: center;"><b>De la votation</b></p> <p><b>Art. 78.-</b> La discussion étant close, le président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.</p>	<p>Motion d'ordre</p> <p>Renvoi de la discussion</p> <p>Vote (art. 35b LC)</p>
--	-------------------------------------	--	--

<p>Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.</p> <p>Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.</p> <p>Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.</p> <p>La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi ont toujours la priorité.</p> <p><b>Art. 77.-</b> La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.</p> <p>Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.</p> <p>En cas de vote à main levée, la votation a lieu à l'appel nominal à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres. En cas d'égalité, le président tranche.</p> <p>La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres.</p> <p>En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.</p> <p>Les élections ont lieu en principe à bulletins secrets.</p>	Procédure de vote	<p>Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.</p> <p>Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.</p> <p>Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.</p> <p>La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi ont toujours la priorité.</p> <p><del><b>Art. 77.-</b></del> La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.</p> <p>Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.</p> <p>En cas de vote à main levée, la votation a lieu à l'appel nominal à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres. En cas d'égalité, le président tranche.</p> <p>La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres.</p> <p>En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.</p> <p>Les élections ont lieu à bulletins secrets. <b>Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement.</b></p>	Procédure de vote
---	-------------------	---	-------------------

<p>Le bureau délivre à chaque conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le président proclame la clôture du scrutin.</p> <p>Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.</p> <p><b>Art. 78.-</b> Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.</p> <p>En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.</p> <p>En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.</p> <p><b>Art. 79.-</b> Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établissent que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.</p> <p><b>Art. 80.-</b> Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier dans la plus proche séance.</p> <p>Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.</p> <p><b>Art. 81.-</b> La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.</p> <p><b>Art. 82.-</b> Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. L'article 80, alinéa 2 est réservé.</p>	<p>Etablissement des résultats</p> <p>Quorum</p> <p>Second débat</p> <p>Retrait du projet</p>	<p>Le bureau délivre à chaque conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le président proclame la clôture du scrutin.</p> <p>Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.</p> <p><b>Art. 79.-</b> Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.</p> <p>En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.</p> <p>En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.</p> <p><b>Art. 80.-</b> Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.</p> <p><b>Art. 81.-</b> Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier dans la plus proche séance.</p> <p>Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.</p> <p><b>Art. 82.-</b> La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.</p> <p><b>Art. 83.-</b> Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. L'article 81, alinéa 2 est réservé.</p>	<p>Etablissement des résultats (art. 35b al. 2 LC)</p> <p>Quorum</p> <p>Second débat</p> <p>Retrait du projet</p>
---	---	---	---



<p>Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.</p> <p><b>Art. 86.-</b> La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.</p> <p>Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.</p> <p><b>Art. 87.-</b> La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen d'une commission.</p> <p><b>Art. 88.-</b> Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.</p> <p><b>Art. 89.-</b> Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la municipalité et la commission se soient prononcées.</p> <p><b>Art. 90.-</b> Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.</p> <p><b>Art. 91.-</b> Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 17, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.</p> <p>Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.</p> <p><b>Art. 92.-</b> La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissements. Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.</p>	<p>Crédits d'investissements</p> <p>Plan des dépenses d'investissements</p>	<p>Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.</p> <p><b>Art. 87.-</b> La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.</p> <p>Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.</p> <p><b>Art. 88.-</b> La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen de la commission des finances.</p> <p><b>Art. 89.-</b> Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.</p> <p><b>Art. 90.-</b> Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la municipalité et la commission se soient prononcées.</p> <p><b>Art. 91.-</b> Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.</p> <p><b>Art. 92.-</b> Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 17, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.</p> <p>Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.</p> <p><b>Art. 93.-</b> La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissements. Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement ; il n'est pas soumis au vote.</p>	<p>(art. 11 RCom)</p> <p>(art. 8 RCom)</p> <p>(art. 9 RCom)</p> <p>(art. 9 RCom)</p> <p>(art. 9 RCom)</p> <p>Crédits d'investissement (art. 14 et 16 RCom)</p> <p>Plan des dépenses</p>
--	---	--	---

<p><b>Art. 93.-</b> Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts ; ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;"><b>Examen de la gestion et des comptes</b></p> <p><b>Art. 94.-</b> Le rapport de la municipalité sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, <b>accompagnés cas échéant du rapport et du rapport-attestation du réviseur</b>, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion.</p> <p>La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil de l'année précédente.</p> <p>Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans la courant de l'année (art. 85 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 86).</p> <p><b>Art. 95.-</b> La commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion et des comptes de la commune.</p> <p><b>Art. 96.-</b> Les restrictions prévues par l'article 40c LC ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des</p>	<p>ment</p> <p>Plafond d'endettement</p> <p>Commission de gestion</p>	<p><b>Art. 94.-</b> Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts ; ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;"><b>Examen de la gestion et des comptes</b></p> <p><b>Art. 95.-</b> Le rapport de la municipalité sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés cas échéant du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion.</p> <p>La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil de l'année précédente.</p> <p>Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans la courant de l'année (art. 86 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 87).</p> <p><del><b>Art. 95.-</b> La commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion et des comptes de la commune.</del></p> <p><del><b>Art. 96.-</b> Les restrictions prévues par l'article 40c LC ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des</del></p>	<p>d'investissement <b>(art. 18 RCom)</b></p> <p>Plafond d'endettement <b>(art. 143 LC)</b></p> <p>Commission de gestion <b>(art. 93c LC et 34 RCom)</b></p>
--	---	---	--

<p>comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.</p> <p>Sous réserve des restrictions introduites par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. les comptes communaux établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;</li> <li>b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;</li> <li>c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;</li> <li>d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;</li> <li>e. les extraits de procès-verbaux et décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;</li> <li>f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;</li> <li>g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité.</li> </ol> <p>En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'entendue du droit à l'information, l'article 40 c 3 LC est applicable.</p> <p><b>Art. 97.-</b> La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.</p>		<p><del>comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.</del></p> <p><del>Sous réserve des restrictions introduites par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :</del></p> <ol style="list-style-type: none"> <li><del>— les comptes communaux établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;</del></li> <li><del>— le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;</del></li> <li><del>— toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;</del></li> <li><del>— toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;</del></li> <li><del>— les extraits de procès-verbaux et décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;</del></li> <li><del>— tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;</del></li> <li><del>— l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité.</del></li> </ol> <p><del>En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'entendue du droit à l'information, l'article 40 c 3 LC est applicable.</del></p> <p><del><b>Art. 97.-</b> La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.</del></p> <p><del><b>Art. 98.-</b> Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion, voire de la commission des finances, sont communiqués à la municipalité qui doit y répondre dans les dix jours.</del></p> <p><del><b>Art. 99.-</b> Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion et, cas échéant, de la commission des finances, les réponses de la municipalité et les documents visés à l'article 94 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au</del></p>	
--	--	--	--

<p><b>Art. 98.-</b> Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion, voire de la commission des finances, sont communiqués à la municipalité qui doit y répondre dans les dix jours.</p> <p><b>Art. 99.-</b> Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion et, cas échéant, de la commission des finances, les réponses de la municipalité et les documents visés à l'article 94 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au moins avant leur délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.</p>	<p>Communication au conseil</p>	<p><del>moins avant leur délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.</del></p> <p><b>Art. 96.-</b> Les membres du conseil peuvent présenter des observations écrites tant sur la gestion que sur les comptes. Ces observations sont remises au président de la commission de gestion, s'il s'agit de la gestion et au président de la commission des finances, s'il s'agit des comptes, au plus tard dans les dix jours suivant la remise des rapports aux membres du conseil par la municipalité.</p> <p><b>Art. 97.-</b> La commission de gestion et la commission des finances peuvent, chacune pour l'objet qui ressortit à son examen, formuler des observations et des vœux.</p> <p>L'observation relève un point précis sur lequel la commission exprime des réserves.</p> <p>Le vœu invite la municipalité à étudier la possibilité d'effectuer un travail ou de procéder à une réforme.</p> <p><b>Art. 98.-</b> Le rapport de la commission de gestion sur la gestion et celui de la commission des finances sur les comptes, ainsi que les observations individuelles des membres du conseil, sont communiqués à la municipalité qui doit répondre aux observations et aux vœux.</p> <p><b>Art. 99.-</b> Ces rapports, les observations et les réponses de la municipalité sont communiqués en copie aux membres du conseil dix jours au moins avant la délibération.</p>	<p>Observations des membres du conseil</p> <p>Observations et vœux</p> <p>Communication au conseil (art. 93d LC et 36 RCom)</p>
--	---------------------------------	---	---



<p><b>Art. 100.-</b> Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.<sup>8</sup></p> <p><b>Art. 101.-</b> Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes.</p> <p>Les réponses de la municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le conseil.</p> <p>S'il y a discussion, le conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais sans pouvoir la modifier.</p> <p><b>Art. 102.-</b> L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le préfet.</p> <p style="text-align: center;">TITRE IV</p> <p style="text-align: center;">Dispositions diverses</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE PREMIER</p> <p style="text-align: center;"><b>De l'initiative populaire</b></p>		<p><b>Art. 100.-</b> Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin<sup>13</sup>.</p> <p><b>Art. 101.-</b> La délibération sur la gestion, puis sur les comptes, se déroule de la manière suivante :</p> <p>a) en cas de désaccord avec la municipalité, la discussion est ouverte sur les observations et vœux émis par la commission ; il y a votation même si la discussion n'est pas utilisée ;</p> <p>b) en cas d'accord entre la commission et la municipalité, il n'y a votation que si la discussion est demandée.</p> <p>La délibération se termine par un vote sur le rapport de la commission de gestion et sur le rapport de la commission des finances pris dans leur ensemble.</p> <p>Les réponses aux observations et aux vœux donnent lieu à un suivi par les commissions.</p> <p><b>Art. 102.-</b> L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le préfet.</p> <p style="text-align: center;">TITRE IV</p> <p style="text-align: center;">Dispositions diverses</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE PREMIER</p> <p style="text-align: center;"><b>De l'initiative populaire</b></p>	<p>(art. 93g LC et 37 RCom)</p>
--	--	--	---------------------------------

<sup>8</sup> Il faut tenir compte du fait que la législature finit le 30 juin.

<sup>13</sup> Il faut tenir compte du fait que la législature finit le 30 juin.

**Art. 103.-** La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par la LEDP.

## CHAPITRE II

### Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa

#### De l'expédition des documents

**Art. 104.-** Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.

**Art. 105.-** Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature du syndic et du secrétaire.

**Art. 106.-** Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 36, lettre a.

Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire et munies du sceau du conseil, sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.

## CHAPITRE III

### De la publicité

**Art. 107.-** Sauf huis clos (voir article 52), les séances du conseil sont publiques; des places sont réservées au public.

**Art. 103.-** La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par **les articles 135 ss de** la LEDP.

## CHAPITRE II

### Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa

#### De l'expédition des documents

**Art. 104.-** Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.

**Art. 105.-** Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature du syndic et du secrétaire **ou de leur remplaçant désigné par la municipalité.**

**Art. 106.-** Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 36, lettre a.

Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire ou **de leur remplaçant désigné par le conseil** et munies du sceau du conseil, sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.

## CHAPITRE III

### De la publicité

**Art. 107.-** Sauf huis clos (voir article 52), les séances du conseil sont publiques ; des places sont réservées au public.

**(art. 27 LC)**

**Art. 108.-** Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

#### CHAPITRE IV

##### Dispositions finales

**Art. 109.-** Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le chef de département compétent. Il abroge le règlement du 21 mai 2012.

Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.

Cully, le 23 août 2016

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président

La secrétaire

Yves Sesseli

Catherine Fonjallaz

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité en date du.....

**Art. 108.-** Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

#### CHAPITRE IV

##### Dispositions finales

**Art. 109.-** Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le chef de département compétent. Il abroge le règlement du 23 août 2016.

Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.

Cully, le .... 2022

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président

La secrétaire

Sébastien Hope Weber

Catherine Fonjallaz

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et du territoire en date du.....

## TABLE DES ABREVIATIONS

<b>LC :</b>	Loi sur les communes
<b>LEDP :</b>	Loi sur l'exercice des droits politiques

## QUELQUES DEFINITIONS

**Le postulat** est une invitation à la municipalité d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la municipalité, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du conseil communal ou de la municipalité.

**La motion** est une demande à la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil communal. La motion ne peut porter que sur une compétence du conseil communal. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger la municipalité à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. La municipalité peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

**Le projet de règlement ou de décision du conseil** est un texte complètement rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du conseil communal. La municipalité est obligée de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. La municipalité peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

## ANNEXES

### DÉFINITIONS ET TRAITEMENT DES OBJETS

**Le postulat** est une invitation à la municipalité d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la municipalité, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du conseil communal ou de la municipalité.

**La motion** est une demande à la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil communal. La motion ne peut porter que sur une compétence du conseil communal. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger la municipalité à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. La municipalité peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

**Le projet de règlement ou de décision du conseil** est un texte complètement rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du conseil communal. La municipalité est obligée de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. La municipalité peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

**L'interpellation** est une demande d'explication adressée à la municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la municipalité. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse de la municipalité à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention de la municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

**L'interpellation** est une demande d'explication adressée à la municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la municipalité. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse de la municipalité à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention de la municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

**L'amendement** vise à modifier un texte en délibération. **Le sous-amendement** vise à modifier un amendement.

**La question ou le simple vœu** sont des demandes adressées à la municipalité qui ne sont pas soumises à une forme spécifique. Elles sont en règle générale traitées dans point de l'ordre du jour relatif aux questions et interventions diverses.

**La pétition** est un droit qui garantit à chacun-e (électeur/trice de la commune ou non) la possibilité d'adresser en tout temps aux autorités des requêtes, des propositions, des critiques ou des réclamations dans les affaires de leur compétence. Elle doit être déposée en la forme écrite. L'autorité compétente doit donner réponse aux pétitionnaires, même de manière très brève. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier des décisions, ni celui d'adresser des instructions impératives ou des injonctions à l'autorité concernée.

**L'amendement** vise à modifier un texte en délibération. Le sous-amendement vise à modifier un amendement.

#### **SCHEMA**

#### **TABLE DES ABREVIATIONS**

**LC** : Loi sur les communes

**LEDP** : Loi sur l'exercice des droits politiques

#### **REPARTITION DES COMPETENCES**

# Rapport explicatif sur la révision du règlement du conseil communal de Bourg-en-Lavaux

## 1. Contexte

Le règlement du conseil communal date de la création de la commune de Bourg-en-Lavaux en 2011, et a été adapté en 2016 essentiellement pour intégrer les dispositions de la nouvelle loi sur les communes de 2013. Lors de la première législature, les conseillères et conseillers avaient été élu-e-s selon un contingentement des différentes anciennes communes. Le règlement et le principe de fonctionnement du conseil communal se basaient alors largement sur ceux des anciennes communes. Lors de la seconde législature, le système des partis politiques a été introduit, modifiant de ce fait l'organisation du travail du conseil communal.

Plus de 10 ans après la fusion, une certaine maturité a été atteinte et une remise en perspective du fonctionnement du conseil communal à l'aune de son expérience semble opportune. En particulier, un certain nombre de dispositions ont été héritées des anciennes communes et ne semblent plus adaptées au fonctionnement d'une commune de plus de 5000 habitants.

### 1.1.1 Objectifs de la révision du règlement

Les principaux objectifs de la révision du règlement sont les suivants :

- Proposer un règlement plus en adéquation avec le fonctionnement du conseil communal.
- Faciliter la compréhension du travail des membres du conseil, des différentes commissions et du bureau.
- Préciser le cadre de travail des commissions de surveillance, optimiser et mieux valoriser leur travail.
- Offrir une version du règlement viable à long terme.

### 1.1.2 Etapes de la révision

Le travail de révision du règlement a débuté avec la nouvelle législature 2021-2016. Dès l'automne 2021, les membres du bureau ont entrepris un important travail de relecture, qui a donné lieu à un premier préavis (07-2022) présenté au conseil communal le 9 mai 2022. A cette occasion, le conseil a décidé de repousser le vote sur le préavis à l'automne, afin de permettre une consultation plus large sur l'intégralité du document. Il est apparu nécessaire, en particulier, de permettre aux membres de la commission des finances et de la commission de gestion de réfléchir ensemble à leur fonctionnement futur et d'élaborer une proposition d'adaptation du règlement en ce sens.

Une deuxième phase de révision s'en est donc suivie durant l'été, donnant naissance à un nouveau préavis (11-2022), incluant certaines propositions d'adaptations sur la base des remarques récoltées.

Dans un souci d'efficacité, le bureau a décidé d'intégrer à la nouvelle proposition de règlement certains amendements qui n'ont pas suscité de vives discussions lors de la séance de concertation du 15 août 2022, et qui ont obtenu l'approbation de tous les membres du bureau. Les autres éléments pourront faire l'objet d'amendements lors de la séance du 10 octobre et être discutés en plenum.

Cette révision prolongée du règlement a présenté les avantages suivants :

- Période de consultation étendue, afin que toutes les parties puissent parcourir le règlement et faire part de leurs propositions.

- Travail approfondi de la part des membres de la cofin et cogest en vue de proposer une révision du texte qui prend en compte plus précisément leurs souhaits de fonctionnements.
- Compilation de certaines propositions et reprise de celles-ci dans la nouvelle proposition de règlement, grâce à la séance de concertation avec les parties.

#### Etapes détaillées de la révision

Période	Tâches effectuées
<b>Septembre à décembre 2021</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comparaison avec le règlement-type, identification des différences et évaluation de la nécessité de réadapter les articles spécifiques à Bourg-en-Lavaux selon le règlement-type.</li> <li>• Ajout des références d'articles.</li> <li>• Identification de nouveaux chapitres ou articles à introduire, sur la base d'autres exemples de règlement communaux.</li> <li>• Plusieurs consultations auprès de la DGAIC, permettant de clarifier certains chapitres et d'évaluer la possibilité d'adapter les articles identifiés.</li> <li>• Création d'une annexe contenant des explications utiles sur les compétences du conseil et de la municipalité, ainsi qu'un schéma pour le traitement des interventions.</li> </ul>
<b>Janvier à avril 2022</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soumission du nouveau règlement à la DGAIC et adaptations selon remarques du département.</li> <li>• Envoi des éléments à la municipalité pour l'élaboration du préavis en vue de la séance du conseil communal du 9 mai 2022, nomination de la commission ad hoc.</li> </ul>
<b>Conseil communal du 9 mai 2022</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessité de revoir la procédure de révision, afin de permettre une consultation plus large, notamment un travail de relecture complet de la part des commissions de surveillance.</li> <li>• Décision de renvoyer l'objet à la séance du mois d'octobre, afin de laisser le temps à toutes les parties de proposer des amendements sur l'intégralité du règlement.</li> </ul>
<b>Mai à juillet 2022</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration d'un planning pour la procédure de révision.</li> <li>• Réception des propositions des groupes jusqu'à fin juillet.</li> </ul>
<b>Août 2022</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Discussion des propositions en séance de bureau le 3 août.</li> <li>• Elaboration d'un nouveau tableau des amendements et d'un nouveau tableau comparatif entre ancien et nouveau règlement. Consultation de la DGAIC.</li> <li>• 15 août : Séance de concertation avec les délégations des groupes, de la municipalité, des commissions de surveillance et du bureau.</li> <li>• Jusqu'au 25 août : Consultation des membres du bureau sur les propositions à intégrer au nouveau préavis. Elaboration du rapport explicatif et du préavis.</li> <li>• 29 août : Discussion et validation des éléments en séance de municipalité.</li> <li>• 31 août : Envoi du préavis à la commission ad hoc et aux membres du conseil communal.</li> </ul>

## 2. Révision des articles

Les adaptations proposées en lien avec le règlement ont été compilées dans le tableau comparatif annexé au préavis (colonne de droite). Les éléments en jaune concernent des adaptations ou ajouts, tandis que les éléments barrés en rouge correspondent à des suppressions.

### 2.1.1 Principales modifications

Lors de la 1<sup>re</sup> phase de révision, le bureau a notamment procédé à certaines adaptations, ce qui ne nécessite pas à notre sens d'explications supplémentaires dans le présent rapport. Il s'agit par exemple de modifications sur la forme, telles que la suppression des caractères en italique et en gras dans le texte, l'adaptation des numéros en bas de page, ou encore l'ajout des numéros d'articles de références de la Loi sur les communes. De plus certaines tournures de phrases ont été revues, soit pour que celles-ci correspondent au règlement-type (sans pour autant en changer le fond), soit à la suite de propositions des divers groupes.

Les principaux ajouts ou modifications concernent :

- Fonctionnement du bureau et des commissions (ad hoc, de surveillance, etc.).
- Précisions concernant les délais et le traitement des objets et initiatives.
- Registre des intérêts.

Les explications fournies ci-dessous concernent uniquement certains articles pour lesquels il paraît judicieux d'apporter des compléments d'informations, ou qui correspondent à des propositions provenant des divers groupes, commissions ou de la municipalité et que le bureau a souhaité intégrer à la nouvelle mouture.

Un travail important a été mené par les commissions de gestion et des finances dans la rédaction de nouveaux articles permettant d'apporter des précisions supplémentaires sur leurs rôles et fonctionnements. Le bureau a décidé d'inclure la plupart de ces articles pour les raisons énoncées dans les parties explicatives ci-après.

## 3. Commentaires sur les articles modifiés

Nous reprenons dans les encadrés ci-dessous les articles modifiés qui nécessitent un commentaire explicatif. Il est à noter que les articles 38 à 41 et 97 à 101 de la nouvelle proposition remplacent intégralement les « actuels » articles 95 à 99 et concernent le fonctionnement et le travail des commissions de surveillance.

**Art. 11.-** Le conseil nomme chaque année<sup>2</sup> dans son sein :

- a. un président ;
- b. deux vice-présidents ;
- c. deux scrutateurs et deux suppléants.

~~Le renouvellement de ce mandat ne peut excéder trois années.~~

Le mandat du président ne peut excéder deux ans par législature.

Le conseil nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.



<sup>2</sup> Par chaque année, il faut entendre la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. Il faut procéder aux nominations pour le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Les membres du bureau sont rééligibles, à moins que le règlement ne restreigne la possibilité de réélection.

### Explications

L'ancienne formulation laisse à penser que les membres, indépendamment de leur fonction, ne peuvent exercer plus de trois années au sein du bureau, ce qui est dommage si l'on souhaite permettre aux scrutateurs ou scrutatrices suppléant-e-s de pouvoir accéder par exemple à la présidence. Cette valorisation de l'expérience au sein du bureau paraît importante. Toutefois, le bureau a souhaité limiter la durée du mandat du président, afin de permettre un tournus régulier à ce poste. A la suite de la séance de concertation, le bureau a adapté sa proposition initiale qui consistait à ne permettre au président d'exercer qu'une année au sein du bureau en faveur de la possibilité d'y exercer deux ans au maximum. Une mention a été ajoutée en bas de page qui précise la possibilité de réélection.

**Art. 14.-** Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 11.

~~Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil.~~

Ne peuvent être simultanément président et secrétaire du conseil les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et sœurs.

### Explications

Dans les plus petites communes, il peut être possible qu'une même personne exerce la fonction de secrétaire municipal-e et secrétaire du conseil, pour des raisons de manque de ressources humaines ou parce que le travail ne nécessite pas l'engagement de deux personnes. Dans une commune de plus de 5000 habitants, il paraît opportun de ne pas permettre cette double fonction.

**Art. 21.-** Les membres du bureau ne peuvent pas siéger dans des commissions ad hoc ou de surveillance.

### Explications

Il semble important de restreindre la possibilité que les membres du bureau siègent dans une commission qu'ils ont nommée (ad hoc). Pour ce qui est de cumuler un mandat dans une commission de surveillance et au bureau, cela demanderait un investissement en temps trop important et ne favoriserait pas la diversité des membres représentés. Afin de garantir la représentativité des petits groupes politiques, il a tout de même semblé opportun de laisser l'ouverture pour les membres du bureau de pouvoir siéger dans les associations intercommunales ou communales nommées par le conseil.

**Art. 38.-** Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion ~~et les comptes~~ de l'année écoulée.

La commission de gestion est composée d'au minimum sept membres. Le nombre de sièges est déterminé au début de la législature de manière, d'une part, à ce que chaque groupe au sens de l'art. 85 puisse y être représenté s'il en fait la demande et, d'autre part, à ce que leur force respective soit respectée. Ils sont élus pour la durée de la législature.

Les membres de la commission des finances et les collaborateurs de la commune de Bourg-en-Lavaux ne peuvent pas être membres de cette commission.

La commission de gestion s'organise librement. Elle désigne son président.

Le président ou un membre de la commission des finances peut, sur demande de la commission de gestion, participer aux discussions de cette dernière ; il ne prend toutefois pas part aux décisions.

Les commissions de surveillance peuvent collaborer dans le cadre de leurs travaux et se réunissent au moins une fois par année.

La commission de gestion rapporte au conseil sur la gestion de la commune par la municipalité. Elle a notamment pour mission de procéder à:

- a) l'examen de l'exécution des décisions prises par le conseil et la municipalité au cours de l'année sous contrôle ;
- b) l'inspection des domaines publics, des bâtiments de la commune et des différents services de l'administration ;
- c) l'examen de la suite donnée aux observations et aux vœux du conseil lors du contrôle de gestion précédent ;
- d) la prise de connaissance du rapport de gestion des ententes intercommunales, associations de communes, sociétés commerciales, associations et fondations auxquelles la commune est intéressée. La Commission de gestion peut renseigner le conseil sur des points particuliers découlant de ces rapports.

### Explications

Dans une commune de 5000 habitants la commission de gestion a comme tâche principale le contrôle de la gestion de la commune sur l'exercice annuel écoulé. Il paraît donc pertinent de transférer le contrôle des comptes à la commission des finances, tout en précisant les modalités de fonctionnement et d'échanges entre les deux commissions de surveillance.

**Art. 39.-** Le conseil élit une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt, le projet d'arrêté d'imposition, le plafond d'endettement et son éventuelle modification en cours de législature.

La commission des finances est composée d'au minimum cinq membres. Le nombre de sièges est déterminé au début de la législature de manière, d'une part, à ce que chaque groupe au sens de l'art. 85 puisse y être représenté s'il en fait la demande et, d'autre part, à ce que leur force respective soit respectée. Ses membres sont désignés pour la durée de la législature. Les membres de la commission de gestion et les collaborateurs de la commune de Bourg-en-Lavaux ne peuvent pas être membres de cette commission.

La commission des finances s'organise librement. Elle désigne son président.

Le président ou un membre de la commission de gestion peut, sur demande de la commission des finances, participer aux discussions de cette dernière ; il ne prend toutefois pas part aux décisions.

Les commissions de surveillance peuvent collaborer dans le cadre de leurs travaux et se réunissent au moins une fois par année.

La commission des finances est tenue régulièrement informée par la municipalité de l'état des finances et de la trésorerie, ainsi que sur l'évolution du plan d'investissement.

Elle rapporte notamment au conseil sur :

- a) les projets suivants :
  - i. le budget ;
  - ii. les crédits supplémentaires ;
  - iii. le plan annuel des dépenses d'investissements ;
  - iv. l'arrêté communal d'imposition ;

- v. les taxes d'affectation spéciales ;
- vi. le plafond d'endettement et le plafond de cautionnement.
- b) les comptes, selon les prescriptions des art. 97 et suivants.

La commission des finances a notamment pour missions :

- a) d'analyser les écarts entre le budget et les comptes et contrôler notamment :
  - i. la justification de ceux-ci ;
  - ii. l'existence d'une couverture des dépenses extrabudgétaires par des crédits spéciaux, par des excédents d'exploitation des comptes budgétaires ou par l'emprunt ;
- b) d'établir un rapport sur les analyses et les contrôles effectués, lequel comprendra le cas échéant des propositions au conseil, et, s'il y a lieu, donner décharge à la municipalité ;
- c) de prendre connaissance des comptes des ententes intercommunales, associations de communes, sociétés commerciales, associations et fondations auxquelles la commune est intéressée ; la commission des finances peut renseigner le conseil sur des points particuliers découlant de ces comptes.

La commission des finances donne à la commission chargée de l'étude d'une proposition municipale son préavis financier sur :

- a) tout préavis de la municipalité comprenant une acquisition ou aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, sous réserve de l'autorisation générale accordée par le conseil à la municipalité selon l'article 17 chiffre 5 ;
- b) tout autre préavis de la municipalité entraînant une dépense supérieure à CHF 150'000 ;
- c) pour les dépenses inférieures à CHF 150'000, la commission des finances peut, si elle le juge opportun, donner un préavis financier ;
- d) la commission des finances informe le conseil des raisons d'un préavis financier négatif.

### Explications

Comme son nom l'indique, la commission des finances a pour tâche principale le contrôle des finances de la commune. Il paraît donc intéressant que les « spécialistes » se penchent sur le contrôle des comptes de la commune. Pour permettre à la commission des finances de réaliser sereinement cette nouvelle tâche, il est nécessaire de lui octroyer du temps. Il est donc proposé que la commission des finances ne rédige plus de rapports sur les préavis de moins CHF 150'000. Cela permettrait également de valoriser le travail des commissions ad-hoc. Il est à noter que ce fonctionnement est déjà en vigueur dans d'autres communes.

La proposition d'adapter le nombre de membres de la commission à « minimum cinq membres » est issue de discussions sur le fonctionnement actuel de la commission des finances tout en laissant assez de souplesse pour s'adapter en fonction du nombre de groupes et de garantir la représentativité de ceux-ci.

**Art. 40-** Le droit d'investigation de la commission de gestion et de la commission des finances est illimité dans le cadre de leur mandat. Demeure toutefois exclu l'accès à tout document dont un intérêt public ou privé particulièrement prépondérant (p. ex. droit de la personnalité d'un employé communal) justifie à ce qu'il soit tenu secret.

Sous réserve des restrictions prévues au premier alinéa, constituent notamment des documents ou renseignements nécessaires à l'exercice des mandats des commissions de surveillance :

- a) les comptes communaux établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC;
- b) le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;
- c) toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé;
- d) toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;

- e) les extraits de procès-verbaux et décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;
- f) tous les renseignements portant sur l'exercice en cours pour la commission des finances ou l'exercice écoulé pour les commissions de gestion et des finances;
- g) l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité.
- h) La municipalité est tenue de remettre sans délai tous les documents et renseignements nécessaires à la commission de surveillance qui en fait la demande. En cas de divergence quant à l'étendue du droit à l'information des commissions de surveillance, le préfet est saisi conformément à l'art. 40c al. 3 LC.

Il incombe aux membres de la commission de gestion et de la commission des finances de respecter strictement la confidentialité des documents et informations auxquels ils ont eu accès dans l'exercice de leur mandat, y compris à l'égard des autres membres du conseil communal.

La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.

### Explications

Au vu des modifications proposées aux articles 38 et 39 et dans un souci de transparence, il paraît également pertinent de préciser les modalités du droit d'investigation des commissions de surveillance. Cet article est largement inspiré d'autres règlements de conseils communaux vaudois révisés récemment et validés par la DGAIC (Lausanne, Morges, etc.).

**Art. 44.-** Les commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport sur le bureau du conseil au moins dix jours calendaires à l'avance, cas d'urgence réservés<sup>8</sup>.

<sup>8</sup>Les envois par e-mail sont considérés comme « déposés par écrit ».

### Explications

Ce délai de dix jours calendaires est proposé, afin de donner le temps aux membres du conseil communal ainsi qu'aux groupes politiques de travailler correctement. Il est important que les groupes qui se rencontrent une semaine ou plus avant la séance du conseil puissent échanger au sujet du rapport d'une commission.

**Art. 55.-** Le bureau tient un registre des intérêts.

En prenant ses fonctions au sein du conseil, chaque membre présente au bureau :

- ses activités professionnelles lucratives ou non lucratives ;
- les fonctions qu'il assume au sein d'organes d'administration, de direction, et de surveillance de fondations, de sociétés, d'associations ou d'établissements, de droit privé ou de droit public ;
- les fonctions qu'il assume au sein de commissions ou d'autres organes de la confédération, du canton ou de la commune ;
- les fonctions politiques importantes qu'il exerce.

Les intérêts en lien avec un objet discuté en commission ou lors d'une séance de conseil doivent également être déclarés oralement.

Le bureau s'assure de la mise à jour annuelle de la déclaration d'intérêts de chaque conseiller.

Le registre des intérêts est public.

### Explications

Afin de garantir la transparence des intérêts au sein du conseil communal de Bourg-en-Lavaux et vis-à-vis de ces citoyens, il est nécessaire que chaque conseillère et conseiller déclare ses intérêts et que

cela soit notifié dans un registre. Le registre est créé et tenu à jour par le bureau du conseil selon la déclaration des intérêts fournie annuellement par chaque membre du conseil communal. Il doit pouvoir être consulté publiquement.

**Art. 58.-** Après ces opérations préliminaires, le conseil adopte l'ordre du jour qui prévoit notamment les points suivants :

1. Adoption du procès-verbal de la dernière séance ;
2. Communications du bureau, ainsi que la lecture des pétitions parvenues au président depuis la séance précédente ;
3. Dépôt d'initiatives, motions et postulats ;
4. Autres objets portés à l'ordre du jour ;
5. Développement des initiatives, motions, postulats et interpellations ;
6. **Rapports des représentants des associations intercommunales ;**
7. Communications de la municipalité ;

L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, à la demande de la municipalité ou d'un conseiller.

~~En cas d'urgence, et sous réserve de l'art. 37 al. 2, la municipalité ou un conseiller, appuyé par 5 autres, peuvent demander d'y introduire de nouveaux objets ; le conseil se prononce sur cette demande et fixe l'ordre du jour définitif.~~

#### Explications

Il est proposé d'ajouter un point 6 à l'ordre du jour qui permette aux membres du conseil communal de Bourg-en-Lavaux représenté-e-s au sein des associations intercommunales de rapporter sur le travail réalisé au sein de ces dernières. Ceci peut amener à des questionnements, voire débats, qui contribuent ensuite à l'échange d'information et à une meilleure compréhension des enjeux intercommunaux.

**Art. 61.-** Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président **dix jours calendaires avant le conseil.**

Le bureau du conseil examine si la proposition est recevable. Si elle est recevable et que l'auteur maintient sa proposition, le conseil statue.

La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

**En cas d'urgence, une proposition peut être portée à l'ordre du jour lors du dépôt d'initiatives, motions et postulats.**

#### Explications

Un délai de dix jours paraît nécessaire, afin de permettre une analyse de qualité sur la recevabilité d'une initiative. Ceci comprend également la consultation éventuelle du préfet ou de la DGAIC, ainsi que des membres du conseil via les groupes politiques. Il est vrai que le bureau ou les membres du conseil communal ont la possibilité de proposer le renvoi du traitement de l'objet à la séance suivante s'ils ou elles le souhaitent. Le bureau estime toutefois que le dépôt dix jours calendaires à l'avance permet un gain de temps et de la fluidité dans les processus, pour les raisons énoncées plus haut.

**Art. 62.-** Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.

Il peut soit :

- renvoyer à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande<sup>11</sup> ;
- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.

L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.

Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de 12 mois, ~~ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition.~~ La municipalité doit présenter au conseil :

- a) un rapport, contenant la réponse au postulat ;
  - b) un préavis en réponse à la motion, contenant l'étude ou le projet de décisions demandé par la motion, ou un contre-projet. En cas de refus du préavis, le Conseil peut décider de classer la motion ou de demander une nouvelle réponse de la municipalité ;
- ou
- c) un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.

La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 62 du présent règlement.

Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.

En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés<sup>12</sup>.

#### Explications :

Afin de compléter les articles existants et d'éviter de surcharger le règlement, le bureau a travaillé sur un schéma en annexe du règlement du conseil communal compilant les différentes procédures mises à disposition par le Canton dans un seul document. Par ce biais, les membres du conseil ont connaissance des délais et des étapes pour le traitement des différentes initiatives.

**Art. 97.-** Les membres du conseil peuvent présenter des observations écrites tant sur la gestion que sur les comptes. Ces observations sont remises au président de la commission de gestion, s'il s'agit de la gestion et au président de la commission des finances, s'il s'agit des comptes, au plus tard dans les dix jours suivant la remise des rapports aux membres du conseil par la municipalité.

#### Explications :

Les articles 97 à 101 sont largement inspirés de règlements de conseils communaux vaudois révisés récemment et validés par la DGAIC. L'article 97 précise de manière transparente les moyens de communiquer les remarques du conseil aux commissions de surveillances. Ils sont le résultat du travail commun des commissions des finances et de gestion.

**Art. 99.-** Le rapport de la commission de gestion sur la gestion et celui de la commission des finances sur les comptes, ainsi que les observations individuelles des membres du conseil, sont communiqués à la municipalité qui doit répondre aux observations et aux vœux.

Ces rapports, les observations et les réponses de la municipalité sont communiqués en copie aux membres du conseil dix jours au moins avant la délibération.

**Explications :**

L'article 99 détermine les délais à respecter afin de permettre à chaque membre du conseil de pouvoir étudier et prendre position sur les différents rapports.

- Art. 101.-** La délibération sur la gestion, puis sur les comptes, se déroule de la manière suivante :
- a. en cas de désaccord avec la municipalité, la discussion est ouverte sur les observations et vœux émis par la commission ; il y a votation même si la discussion n'est pas utilisée ;
  - b. en cas d'accord entre la commission et la municipalité, il n'y a votation que si la discussion est demandée.

La délibération se termine par un vote sur le rapport de la commission de gestion et sur le rapport de la commission des finances pris dans leur ensemble.

Les réponses aux observations et aux vœux donnent lieu à un suivi par les commissions.

**Explications :**

L'article 101 permet de valoriser le travail des commissions et de définir clairement le processus de validation des différents rapports.

## 4. Conclusions

Les principales modifications proposées pour le règlement du conseil communal de Bourg-en Lavaux visent à représenter le plus justement possible le fonctionnement actuel du conseil et son évolution possible. Le document a été retravaillé de manière à être pérenne, tout en offrant une certaine souplesse au regard du nombre de groupes politiques représentés, ou de leurs forces respectives. Enfin, il offre un cadre plus précis concernant les missions et le fonctionnement des commissions de surveillance, toujours dans une optique de gain de temps et d'optimisation du travail à accomplir.